

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3547

[2003/200774]

17 JUILLET 2003. — Décret portant assentiment à l'avenant du 4 juin 2003 modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 4 juin 2003 portant avenant à l'accord de coopération du 20 février 1995 relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.

Le texte de l'accord portant l'avenant est annexé au présent décret.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur à partir du 1^{er} septembre 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — 523 (2002-2003), n^{os} 1^{er} et 2.

Compte rendu intégral. Séance publique du 9 juillet 2003.

Discussion. — Vote.

ANNEXE

Avenant modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu l'article 4, 16^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4^o, et 10, § 1^{er};

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4^o, et 10, § 1^{er};

Vu le décret II du Conseil de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment ses articles 3, 4^e, et 10, § 1^{er};

Vu l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, portant assentiment de l'accord de coopération du 20 février 1995 précité;

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, portant assentiment de l'accord de coopération du 20 février 1995 précité;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 mars 1996, portant assentiment de l'accord de coopération du 20 février 1995 précité;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 14 novembre 2002;

Considérant que le système de double tutelle sur l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises (IFPME) peut être générateur de freins pour la définition et la mise en œuvre des politiques de formation, par les rigidités qu'il génère dans les procédures décisionnelles et à cause de contraintes engendrées par l'application de la clé de 80/20 % pour le financement de services communs;

Qu'en termes de qualité d'offres de service, cette situation a des conséquences peu favorables pour les bénéficiaires de la formation, à savoir essentiellement les apprentis et stagiaires de la formation de chef d'entreprise;

Que l'attractivité de cette offre de formation s'en trouve réduite, alors même qu'elle permet d'atteindre des taux d'insertion professionnelle excellents;

Qu'en outre, depuis la création de l'IFPME, les membres du personnel sont toujours en attente de statut et ce, vu l'impossibilité de déterminer dans les faits qui des personnes est du ressort de la Commission communautaire française ou de la Région wallonne;

Considérant que la structure actuelle de l'IFPME n'est plus adaptée à l'évolution des activités de formation qui se développent et se diversifient en fonction des besoins socio-économiques spécifiques des Régions;

Que les contrats de gestion conclus, en juillet 1998, par l'IFPME avec la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon avaient déjà consacré le glissement de missions importantes des services communs vers les entités décentralisées, la "coordination wallonne" d'une part, la "direction territoriale de Bruxelles" d'autre part;

Qu'enfin, il est devenu évident que, tout en gardant la volonté intacte de maintenir la solidarité - sur une base dynamique et volontaire et non pas subie - entre Wallonie et Bruxelles et donc de ne pas rompre l'accord de coopération précité, les difficultés rencontrées dans la gestion au quotidien perturbent la cohérence d'actions souhaitée au sein même du réseau des Centres de formation;

Qu'en conséquence, il convient, de commun accord, de remédier à la situation que révèle l'ensemble des constats exposés ci-dessus;

Considérant qu'il s'impose de revoir l'organisation de l'IFPME, en adoptant entre les Gouvernements de la Région wallonne, de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française un accord de coopération modificatif de l'accord, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président M. Hervé Hasquin;

La Région wallonne représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Jean-Claude Van Cauwenberghes et en la personne de son Ministre de l'Emploi et de la Formation, Mme Marie Arena;

La Commission communautaire française représentée par son Collège en la personne de son Président, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne et des Relations internationales, M. Eric Tomas et en la personne de son Ministre de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Personnes handicapées, M. Willem Draps,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'accord de coopération, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les modifications apportées sont les suivantes :

a) au premier alinéa, les mots "Conseil supérieur des Classes moyennes" sont remplacés par "Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises".

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"La Formation permanente comprend :

1° l'apprentissage;

2° la formation de chef d'entreprise;

3° la formation continue;

4° le perfectionnement pédagogique."

Art. 2. L'article 2 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 2. L'apprentissage est une formation en alternance, qualifiante, qui combine une formation pratique en entreprise et des cours de formation générale et professionnelle. L'apprentissage est en outre préparatoire à la formation de chef d'entreprise.

Il fait l'objet d'un contrat d'apprentissage."

Art. 3. L'article 3 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 3. Le contrat d'apprentissage est un contrat par lequel un chef d'entreprise s'engage à donner ou à faire donner à un apprenti, une formation qualifiante, générale et technique et par lequel un apprenti s'engage à s'initier aux matières théoriques et aux savoirs-faire utiles à l'exercice de la profession, sous la direction et la surveillance du chef d'entreprise de même qu'à suivre les cours nécessaires à sa formation.

Le contrat fait l'objet d'un agrément par l'entité visée à l'article 15*bis*.

L'apprenti suit les cours de formation dans le Centre de son choix, parmi ceux visés à l'article 16."

Art. 4. L'article 5 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 5. § 1^{er}. Après avis de l'Institut visé à l'article 15, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, respectivement sur avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française, déterminent, en veillant à assurer la libre circulation des apprentis entre les Centres visés à l'article 16 :

- 1° la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'un apprentissage, parmi celles visées à l'article 1^{er};
- 2° les conditions d'accès à l'apprentissage;
- 3° la durée de l'apprentissage, laquelle ne peut excéder quatre années;
- 4° les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;
- 5° les conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes relatifs à l'apprentissage;
- 6° les conditions garantissant aux apprentis le libre choix du centre parmi ceux visés à l'article 16.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne, après avis de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité:

- 1° les modalités relatives au contrat d'apprentissage;
- 2° les modalités de recours ainsi que les conditions d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément des contrats d'apprentissage;
- 3° les conditions auxquelles doivent répondre les entreprises pour pouvoir dispenser une formation pratique dans le cadre de l'apprentissage."

Art. 5. L'article 6 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 6. La formation de chef d'entreprise est une formation préparatoire à l'exercice d'une fonction dirigeante dans une petite et moyenne entreprise ou à l'exercice d'une profession indépendante. Elle combine, en alternance, une formation théorique et une formation pratique en entreprise. La formation théorique comprend des cours de gestion et des cours de connaissances professionnelles.

Indépendamment de la pratique professionnelle à acquérir dans une entreprise par le biais d'une convention de stage, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon peuvent prévoir, chacun pour ce qui le concerne, d'autres modalités particulières de formation pratique par type de profession.

Le candidat suit les cours de formation théorique dans le Centre de son choix, parmi ceux visés à l'article 16."

Art. 6. L'alinéa 4 de l'article 7 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, chacun pour ce qui le concerne et dans les cas qu'ils déterminent, peuvent prévoir la délivrance d'attestations par lesquelles le suivi partiel de la formation ou la réussite partielle des épreuves est prouvé(e), lorsque la formation est organisée sous forme modulaire ou lorsque une partie cohérente du programme de formation correspond à une réglementation liée à l'exercice d'une activité."

Art. 7. L'article 8 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 8. § 1^{er}. Après avis de l'Institut visé à l'article 15, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, respectivement sur avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française, déterminent, en veillant à assurer la libre circulation des candidats entre les Centres visés à l'article 16 :

- 1° la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'une formation de chef d'entreprise, parmi celles visées à l'article 1^{er};
- 2° les conditions d'admission des candidats;
- 3° la durée de la formation de chef d'entreprise, laquelle ne peut excéder trois années;
- 4° les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;
- 5° les conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes relatifs à la formation de chef d'entreprise;
- 6° les conditions garantissant aux candidats le libre choix du centre parmi ceux visés à l'article 16.

§ 2. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne et après avis de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité :

- 1° les dispositions relatives à l'organisation du stage en entreprise;
- 2° les modalités de recours de toute personne à l'encontre de laquelle une décision a été prise par l'entité visée à l'article 15*bis*;
- 3° les conditions auxquelles doivent répondre les entreprises pour pouvoir dispenser une formation pratique dans le cadre de la convention de stage."

Art. 8. Dans le chapitre Ier, l'intitulé de la section 4 est remplacé par l'intitulé suivant "La formation continue".

Art. 9. L'article 9 de l'accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 9. La formation continue est une formation qui permet à ceux qui ont achevé avec succès la formation de chef d'entreprise, aux titulaires d'une profession indépendante ou de fonctions dirigeantes dans une petite et moyenne entreprise ou à leurs collaborateurs d'accroître leur qualification professionnelle, de s'adapter aux techniques nouvelles et à l'évolution économique, juridique et sociale ou de se préparer à créer ou à reprendre une petite et moyenne entreprise. La formation continue se concrétise sous toutes les formes d'activités de formation tout au long de la vie."

Art. 10. L'article 10 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 11. L'article 11 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 12. L'article 12 de l'accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 12. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon règlent, chacun pour ce qui le concerne, l'organisation de la formation continue. Ils peuvent dans les cas qu'ils déterminent, chacun pour ce qui le concerne, prévoir la délivrance de certificats de fréquentation ou d'aptitude."

Art. 13. Dans le chapitre I^{er}, la section 5 comprenant l'article 13 de l'accord de coopération précité est abrogée.

Art. 14. L'article 14 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14. Le perfectionnement pédagogique vise à améliorer les connaissances pédagogiques et professionnelles de toute personne investie d'une mission de Formation permanente. Le perfectionnement pédagogique se concrétise sous forme de conférences, de cycles de formation ou d'autres activités susceptibles d'améliorer la valeur pédagogique.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon règlent, chacun pour ce qui le concerne, l'organisation du perfectionnement pédagogique."

Art. 15. L'article 15 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 15. L'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, dénommé ci-après "l'Institut", créé par le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, est cogéré par le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

L'Institut est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Il est soumis à toutes les dispositions de la loi précitée, applicables aux organismes de ladite catégorie.

L'Institut remplit les missions visées à l'article 20."

Art. 16. Il est inséré un article 15*bis* rédigé comme suit :

"Art. 15*bis*. La Commission communautaire française et la Région wallonne confient, chacune pour ce qui la concerne, les missions visées à l'article 20*bis* à une entité qu'elles désignent ou créent."

Art. 17. L'article 16 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 16. § 1^{er}. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne, les conditions d'agrément et de retrait d'agrément des Centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommés "les Centres", sur proposition de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité.

Les Centres sont constitués en associations sans but lucratif régies par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon agréent les Centres et retirent leur agrément, chacun pour ce qui le concerne, sur proposition de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité.

L'association doit être ouverte :

1^o à toutes les organisations professionnelles régionales de Classes moyennes et de travailleurs indépendants répondant aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979 et ses arrêtés d'exécution;

2^o aux groupements interprofessionnels, membres d'une fédération nationale interprofessionnelle répondant aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 juin 1979 et ses arrêtés d'exécution.

Les statuts de l'association doivent répondre aux conditions fixées, chacun pour ce qui le concerne, par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon. Ces statuts prévoient, notamment, l'engagement d'accomplir les missions visées à l'article 22.

§ 2. Sur proposition de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne, les conditions d'agrément et de retrait d'agrément des directeurs de Centres."

Art. 18. L'article 17 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 17. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon créent, chacun pour ce qui le concerne, des commissions professionnelles.

Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon déterminent, chacun pour ce qui le concerne, les modalités de fonctionnement de ces commissions.

Les commissions professionnelles remplissent les missions visées à l'article 25.

Chaque entité visée à l'article 15*bis* peut conclure avec l'autre des protocoles de collaboration pour prévoir notamment la présence d'observateurs respectifs dans chacune des commissions professionnelles."

Art. 19. L'article 18 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 20. L'article 19 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 21. L'article 20 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 20. L'Institut a pour missions :

1° de formuler au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement wallon, selon les modalités fixées à l'article 33, des avis relatifs :

- a) à la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'un apprentissage ou d'une formation de chef d'entreprise;
- b) aux conditions d'accès à ces formations;
- c) à leur durée;
- d) aux conditions minimales auxquelles doivent répondre les programmes de ces formations;
- e) aux conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens;
- f) aux conditions garantissant pour les apprentis et pour les candidats en formation de chef d'entreprise le libre choix du centre parmi ceux visés à l'article 16;

2° de vérifier la cohérence entre les programmes d'apprentissage et de formation de chef d'entreprise proposés par chaque entité visée à l'article 15*bis*, ainsi que de vérifier la cohérence entre les modalités de leur application;

3° de représenter la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans le consortium de validation des compétences instauré en vertu de l'accord de coopération conclu le 23 octobre 2002 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;

4° de représenter la Formation permanente dans toute commission mise en place par la Communauté française visant à traiter des passerelles entre l'Enseignement secondaire et la Formation permanente;

5° de préparer les travaux de la Commission d'homologation des certificats et des diplômes de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

6° de formuler, sur demande, au Gouvernement de la Communauté française, au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement wallon, des avis relatifs aux missions visées au présent article."

Art. 21. Il est inséré un article 20*bis* rédigé comme suit :

"Art. 20*bis*. L'entité visée à l'article 15*bis* a pour missions :

- 1° d'organiser et promouvoir, avec le concours des Centres, les formations visées au chapitre I^{er};
- 2° d'agréer, de coordonner et de subventionner les cours d'apprentissage et de formation de chef d'entreprise organisés par les Centres et d'en assurer la surveillance pédagogique;
- 3° d'agréer, de coordonner et de subventionner les activités de formation continue organisées par les Centres;
- 4° d'organiser, avec la collaboration des Centres, le perfectionnement pédagogique;
- 5° de conseiller les parties et assister à la conclusion du contrat d'apprentissage ou de la convention de stage;
- 6° d'agréer les contrats d'apprentissage, de suspendre ou de retirer l'agrément;
- 7° de surveiller le déroulement de l'apprentissage et du stage en entreprise;
- 8° d'élaborer, sur proposition des commissions professionnelles, les programmes relatifs à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;
- 9° de coordonner l'organisation de l'évaluation continue et des examens dans le cadre de l'apprentissage, de la formation de chef d'entreprise et de la formation continue;
- 10° d'instruire les demandes de recours relatif à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;
- 11° de représenter la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans le consortium de validation des compétences instauré en vertu de l'accord de coopération conclu le 23 octobre 2002 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue;
- 12° de représenter la Formation permanente dans différentes instances d'avis ou d'agrément en matière de formation;
- 13° de formuler, sur demande, au Collège de la Commission communautaire française ou au Gouvernement wallon, tout avis relatif aux missions visées par le présent article.

Sans préjudice des missions reprises à l'article 20, confiées à l'Institut, d'autres missions peuvent être attribuées, chacun pour ce qui le concerne, par le Collège de la Commission communautaire française ou par le Gouvernement wallon à l'entité visée à l'article 15*bis*, sur avis de celle-ci et selon les modalités définies respectivement par l'Assemblée de la Commission communautaire française ou par le Conseil régional wallon."

Art. 22. L'article 21 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 21. Pour l'accomplissement de leurs missions respectives, l'Institut, l'entité visée à l'article 15*bis* peuvent conclure entre eux ou avec les autres opérateurs de l'enseignement, de la formation ou de l'insertion, des protocoles d'accords ou, le cas échéant, des conventions de partenariat et de collaboration."

Art. 23. L'article 22 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 22. Les Centres ont pour missions :

1° de gérer et promouvoir, avec le concours de l'entité visée à l'article 15*bis* dont ils relèvent, les formations visées au chapitre I^{er};

2° d'organiser les cours, l'évaluation continue et les examens dans le cadre de l'apprentissage, de la formation de chef d'entreprise et de la formation continue;

3° d'assurer la guidance pédagogique des personnes inscrites aux cours;

4° d'élaborer les programmes et d'organiser les activités de la formation continue;

5° de délivrer les attestations, certificats et diplômes visés aux articles 4, 7 et 12.

D'autres missions peuvent être attribuées aux Centres par le Collège de la Commission communautaire ou par le Gouvernement wallon, chacun pour ce qui le concerne, sur avis de l'entité visée à l'article 15*bis* et relevant de son autorité."

Art. 24. L'article 23 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

"Art. 23. Les Centres, sous la coordination de l'entité visée à l'article 15*bis* dont ils relèvent, prennent, dans le cadre de leurs missions, toute initiative de nature à développer ou à améliorer la formation continue."

Art. 25. L'article 24 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 24. Les entités visées à l'article 15*bis* ainsi que les Centres peuvent mener conjointement avec les fédérations professionnelles et interprofessionnelles des activités de formation continue."

Art. 26. L'article 25 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 25. Les commissions professionnelles ont, notamment, pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'entité visée à l'article 15*bis* dont elles relèvent sur :

1° le contenu des programmes en apprentissage et en formation de chef d'entreprise;

2° l'élaboration d'outils pédagogiques afférents à l'apprentissage et à la formation de chef d'entreprise;

3° les normes d'évaluation et d'examen applicables en apprentissage et en formation de chef d'entreprise;

4° toute initiative à prendre en matière de formation continue."

Art. 27. L'article 26 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 28. L'article 27 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 29. L'article 28 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 28. L'Institut est administré par un Conseil d'administration qui est composé comme suit :

1° un président et un vice-président;

2° huit membres représentant des organisations professionnelles qui répondent aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;

3° huit membres représentant les différentes organisations interprofessionnelles qui répondent aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;

4° quatre membres représentant les Centres ayant voix consultative.

Deux tiers au maximum des membres du Conseil d'administration sont du même sexe.

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent pas faire partie du personnel des Centres."

Art. 30. L'article 29 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 31. L'article 30 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 30. § 1^{er}. Le président du Conseil d'administration est nommé par le Gouvernement wallon sur proposition unanime des membres du Conseil d'administration. A défaut d'unanimité, le Gouvernement wallon nomme le président d'initiative.

Le vice-président du Conseil d'administration est nommé par le Collège de la Commission communautaire française sur proposition unanime des membres du Conseil d'administration. A défaut d'unanimité, le Collège de la Commission communautaire française nomme le vice-président d'initiative.

§ 2. Le Gouvernement wallon nomme :

1° six des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 2°, sur une liste double de candidats présentés par chacune des fédérations professionnelles;

2° six des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 3°, sur une liste double de candidats présentés par chacune des fédérations interprofessionnelles;

3° trois des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 4°, sur une liste double de candidats présentés par chaque Centre situé dans la région de langue française.

§ 3. Le Collège de la Commission communautaire française nomme :

1° deux des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 2°, sur une liste double de candidats présentés par chacune des fédérations professionnelles;

2° deux des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 3°, sur une liste double de candidats présentés par chacune des fédérations interprofessionnelles;

3° un des membres du Conseil d'administration visés à l'article 28, 4°, sur une liste double de candidats présentés par chaque Centres situés dans la Région de Bruxelles-Capitale."

Art. 32. L'article 31 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 31. Le président, le vice-président et les membres sont nommés pour une durée de quatre années.

Tout membre qui perd la qualité en laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

En cas d'arrivée au terme de leur mandat, le président, le vice-président et les autres membres continuent à exercer pleinement leur mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Tout membre qui cesse de faire partie du Conseil d'administration est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Dans un délai de trois mois suivant la démission ou précédant l'expiration du mandat des membres visés à l'article 28, 2° à 4°, le Collège de la Commission communautaire d'une part et le Gouvernement wallon d'autre part, invitent les fédérations professionnelles, les fédérations interprofessionnelles et les Centres à présenter leurs candidats, chacun sur une liste double."

Art. 33. L'article 32 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 32. Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs suivants :

1° prendre toutes les décisions de stratégie et de principe relatives aux missions de l'Institut;

2° conseiller le Collège de la Commission communautaire française, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour ce qui concerne la politique de la Formation permanente; à ce titre, il peut notamment présenter des propositions de modifications aux décrets ou arrêtés que l'Institut est chargé d'appliquer;

3° prendre les décisions, autres que celles relevant de la gestion journalière, relatives aux missions confiées à l'Institut, ainsi que celles relatives à un point dont le fonctionnaire dirigeant, visé à l'article 38, le saisit;

4° proposer au Gouvernement de la Communauté française, au Collège de la Commission communautaire française et au Gouvernement wallon, un projet de budget.

Il dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice des compétences précitées.

Le fonctionnaire dirigeant, visé à l'article 38, fait rapport trimestriellement au Conseil d'administration sur l'exécution des décisions prises par ce dernier."

Art. 34. L'article 33 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 33. Le Conseil d'administration rend tout avis, sollicité par le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française ou le Gouvernement wallon, dans un délai de trente jours calendriers à dater de l'envoi de la demande. A défaut, il est passé outre.

Lorsque l'avis de l'Institut est demandé en vertu des articles 5 et 8, à défaut pour le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon de suivre cet avis, ceux-ci notifient au conseil d'administration les motifs qui fondent leur décision."

Art. 35. L'article 34 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 34. Le Conseil d'administration fixe, sous approbation conjointe du Collège de la Commission communautaire française et du Gouvernement wallon, son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du Conseil d'administration;

2° les règles relatives à la présidence du Conseil d'administration, en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président;

3° la détermination des actes de gestion journalière;

4° les modalités selon lesquelles les avis visés à l'article 33 ou à l'article 33 bis sont donnés;

5° les modalités de désignation de la personne chargée du secrétariat du Conseil d'administration."

Art. 36. L'article 35 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 37. A l'article 36 de l'accord de coopération précité, les mots "des indemnités et" ainsi que "indemnités et" sont supprimés.

Art. 38. L'article 37 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 37. Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon désignent, chacun pour ce qui le concerne, un commissaire en vue d'exécuter les compétences définies par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le fonctionnaire dirigeant de chacune des entités visées à l'article 15bis participe comme observateur, avec voix consultative, au Conseil d'administration de l'Institut."

Art. 39. L'article 38 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 38. Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon nomment de commun accord le fonctionnaire dirigeant de l'Institut, sur proposition conjointe des Membres du Collège de la Commission communautaire française et du Gouvernement wallon qui ont la Formation permanente dans leurs attributions.

Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon désignent chacun un des trois agents des rangs les plus élevés."

Art. 40. A l'article 39 de l'accord de coopération précité, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa premier, les mots "L'administrateur général" sont remplacés par "Le fonctionnaire dirigeant";

b) au troisième alinéa, les mots "visé à l'article 41" sont insérés entre "personnel" et "et assure";

c) au cinquième alinéa, les mots "l'administrateur général" sont remplacés par "le fonctionnaire dirigeant".

Art. 41. L'article 40 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 40. En cas d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, ses pouvoirs sont exercés par le membre présent du personnel visé à l'article 41, de niveau 1, titulaire du grade le plus élevé et le plus ancien dans la fonction."

Art. 42. L'article 41 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 41. Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon détachent des membres du personnel relevant de leurs services ou des services ou organismes qui dépendent d'eux, conformément aux dispositions qui régissent leur statut.

Le gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon fixent conjointement l'organigramme de l'Institut."

Art. 43. L'article 41bis de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 41bis. Le Gouvernement de la Communauté française, le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon reconnaissent que le régime de pension des agents statutaires de l'Institut est régi par la convention pour la gestion du fonds de pension du personnel de l'Institut, signé le 25 mars 1992 par l'Institut et la Caisse Général d'Epargne et de Retraite.

Ce régime de pension prend effet au 1^{er} janvier 1992."

Art. 44. § 1^{er}. L'article 42 de l'accord de coopération précité est remplacé par ce qui suit :

"Art. 42. Pour l'exercice des missions définies à l'art. 20, l'Institut bénéficie, sur proposition du Conseil d'administration, d'un budget constitué de dotations de fonctionnement fixées par la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne.

La clé de répartition entre les dotations de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne est fixée respectivement comme suit : 25 % , 15 % et 60 %.

§ 2. Au moment de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne veillent à maintenir ou à apporter le mobilier nécessaire au bon fonctionnement de l'Institut."

Art. 45. Les articles 42bis et 42ter de l'accord de coopération précité sont abrogés.

Art. 47. L'article 43 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 46. A l'article 44 de l'accord de coopération précité, les mots "Les subventions" sont remplacés par "Les dotations" et les mots "de la Communauté française" sont insérés entre "aux budgets" et "de la Commission communautaire française".

Art. 47. Les articles 45 à 49 de l'accord de coopération précité sont abrogés.

Art. 48. L'article 50 de l'accord de coopération précité est abrogé.

Art. 49. Il est ajouté un article 52 rédigé comme suit :

"Art. 52. § 1^{er}. Les biens meubles, corporels ou incorporels, attachés à l'emploi occupé par chaque membre du personnel transféré conformément à l'article 53 sont transférés à la Commission communautaire française ou à la Région wallonne à laquelle ledit membre est transféré.

Les archives de l'Institut sont réparties entre l'Institut, la Commission communautaire française et la Région wallonne et, le cas échéant, transférés vers celles-ci, conformément à un relevé établi dans un protocole d'accord entre le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

L'accès aux archives conservées par l'Institut est libre et gratuit pour les entités visées à l'article 15bis.

Sous réserve de l'application de l'article 42, § 2, les biens meubles non visés par les alinéas précédents sont répartis entre l'Institut, la Commission communautaire française et la Région wallonne et, le cas échéant, transférés vers celles-ci, conformément à l'inventaire établi dans un protocole d'accord entre le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

Les biens meubles sont transférés dans l'état où ils se trouvent ainsi qu'avec les droits et obligations y afférents.

Sous réserve de l'application des articles 1^{er} et 3, § 3, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle ou industrielle relatifs aux œuvres, créations ou programmes de formation initiés par l'Institut sont transférés à la Commission communautaire française et à la Région wallonne, conformément aux modalités établies dans un protocole d'accord entre le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

§ 2. Les biens immeubles, dont l'inventaire figure à l'annexe I^{er} du présent accord de coopération, sont transférés d'office, dans l'état où ils se trouvent ainsi qu'avec les droits et obligations y afférents, à la Région wallonne.

§ 3. Les droits et obligations résultant des contrats et engagements pris par l'Institut sont répartis entre l'Institut, la Commission communautaire française et à la Région wallonne et, le cas échéant, transférés vers celles-ci, conformément à la répartition figurant à l'annexe II du présent accord de coopération.

§ 4. La Commission communautaire française et la Région wallonne succèdent à l'Institut pour l'ensemble des obligations relatives au personnel ou aux biens qui leur sont transférés ainsi que dans les litiges auxquels l'Institut est partie et qui sont relatifs aux missions visées à l'article 20bis."

Art. 50. Il est ajouté un article 53 rédigé comme suit :

"Art. 53. § 1^{er}. Le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon, chacun pour ce qui le concerne, déterminent, parmi les membres du personnel de l'Institut, les agents qui sont transférés à Commission communautaire française et à la Région wallonne, soit en tant que personnel statutaire soit en tant que personnel contractuel.

Les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité et conservent la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer au sein de l'Institut la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 2. Les membres du personnel occupant un emploi dans les services de l'Institut, tels que mentionnés en annexe III du présent accord de coopération sont transférés d'office à la Commission communautaire française ou à la Région wallonne.

§ 3. Les membres du personnel non visés par le paragraphe 2 du présent article et dont la liste figure en annexe IV du présent accord de coopération sont transférés soit à la Commission communautaire française soit à la Région wallonne, selon les modalités déterminées ci-après.

Par ordre de service, pris en exécution du présent accord de coopération, les membres du personnel visés à l'alinéa précédent sont informés de la liste des emplois à pourvoir par la Commission communautaire française et par la Région wallonne. Ils font savoir, par écrit, dans les vingt jours calendrier, leur ordre de priorité entre ces deux institutions.

Ils adressent directement leur demande au président du conseil d'administration de l'Institut qui en accuse réception. Celui-ci transmet, dans les cinq jours calendriers, la demande aux Ministres de tutelle de l'Institut.

Les membres du personnel qui possèdent la qualification requise sont classés, pour chaque emploi à pourvoir, par grade, et sont transférés dans l'ordre suivant :

1° le membre du service visé, le cas échéant, dans l'ordre de service;

2° au sein d'un même service visé, ou à défaut de candidat du service visé, le membre du personnel le plus ancien en grade;

3° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

4° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Les emplois restant à pourvoir sont pourvus par le transfert d'office, dans l'ordre inverse de celui que détermine l'alinéa précédent, des membres du personnel qui n'ont pas obtenu satisfaction lors de la première opération.

§ 4. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure à l'Institut, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade. S'il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée à l'Institut, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure."

Art. 51. Les secrétaires d'apprentissage indépendants encore en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération peuvent maintenir jusqu'au 31 juillet 2007 leur statut actuel, dans le respect des conditions fixées, chacun pour ce qui le concerne, par le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement wallon.

Art. 52. Le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé, à l'exception des articles 15, alinéas 1^{er} et 2, et 50.

Fait à Namur, le 4 juin 2003.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
H. HASQUIN

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Pour la Commission communautaire française :

Le Président, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne et des Relations internationales,
E. TOMAS

Le Ministre de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes
et de la Politique des Personnes Handicapées,
W. DRAPS

Annexe 1 : Biens immobiliers de l'IFPME à transférer à la Région wallonne

Les biens immeubles repris ci-dessous sont transférés d'office à la Région wallonne dans l'état où ils se trouvent, ainsi qu'avec les droits et obligations y afférents. Par droits et obligations y afférents, sont visés également tout engagement lié à l'occupation, au financement, à l'entretien ou à des travaux exécutés sur ces biens, tels que les conventions conclues avec des architectes ou des bureaux d'études, les marchés de travaux conclus avec des entreprises, les emprunts, les contrats d'entretien, de services ou de fournitures notamment d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone et autres moyens de communication.

BIEN	Titre de propriété	Description cadastrale d'après titre de propriété	Etat du bien au 01/09/2003
BRAINE LE COMTE (bâtiment, annexes et abords)	ACHAT à Belgacom par acte de Maîtres JENTGES et BERQUIN du 26/03/01	Ville de BRAINE LE COMTE : un bâtiment administratif comprenant bureaux, atelier et bâtiment annexe avec garages, sis chemin du Pont 10A, cadastré ou l'ayant été 2ème division, section C, numéro 30 F pour une contenance de 50 ares 50 centiares.	occupé
ARLON (bâtiment et abords-ancien magasin Spar)	ACHAT à Laurus s.a. par acte de Maîtres JENTGES et CELIS, le 16/04/02	Ville d'ARLON, section d'Arlon : un terrain à bâtir sis rue de la Meuse, cadastré ou l'ayant été 1ère div. Section A sous le n° 1840 M 14 pour 19 a 39 ca; un terrain à bâtir sis avenue Patton, cadastré ou l'ayant été 1ère div., section A sous le n° 1841 R 2 pour 11 a 69 ca; un terrain en zone à bâtir, cadastré ou l'ayant été 1ère div., section A, partie du n° 1840 A 19 pour 19 a 66 ca; y compris toutes constructions y érigées.	occupé
HUY - VILLERS LE BOUILLET (terrain)	ACHAT à la SPI+ via CAI de Liège, le 22/05/02	Commune de VILLERS-LE-BOUILLET - 1ère division anciennement Villers-le-Bouillet - M.C. 2516 : parcelle cadastrée ou l'ayant été section A n° 297 p et partie des n°s 298c, 298/2, 294g, 294e et 297 l, (anciennement cadastrées partie des n° 297c, 297b, 298a, 235b, 294c, 294b et chemin n° 4), pour une contenance de 20.000 m²	construction en cours d'exécution
DINANT-Service IFPME (bâtiment rue Fétis, 63)	ACHAT à la Ville de Dinant via CAI de Namur, le 09/07/02	DINANT - 4ème division - BOUVIGNES : un bâtiment de bureaux sis rue Fétis, n° 63, cadastré ou l'ayant été section A, n° 17 Y, pour une contenance totale de 15 a 85 ca.	occupé
LA LOUVIERE (terrain rue des Boulonneries)	CESSION par le Centre Infop via Maître JENTGES, le 23/12/02	Ville de LA LOUVIERE - 2ème division : une parcelle de terrain avec entrepôt sise rue des Boulonneries, n° 1, cadastrée selon titre section D n°s 88 B 11 partie et 88 D 11 partie pour une contenance mesurée de 57 a 20 ca et cadastrée selon extrait récent de la matrice cadastrale section D n° 88 G 11 pour la même contenance.	construction en cours d'exécution
DINANT (partie parcelle CFPME + mitoyenneté)	CESSION par le Centre Cfpme via Maître MATTOT d'une partie de la parcelle, le 10/02/03	Commune de DINANT - 4ème division - BOUVIGNES : la parcelle de terrain cadastrée rue Fétis, section A, n° 20X/partie d'une contenance mesurée de 17 a 25 ca.	construction en cours d'exécution
LIEGE ST Nicolas (partie terrain pour CdC Auto)	CESSION par Formation Pme Liège via Maîtres JENTGES et DELIEGE, le 25/04/03	Ville de LIEGE - 15ème division : une parcelle de terrain prise d'un ensemble composé de bâtiments administratifs, remise et ateliers sis rue Saint-Nicolas, 68, 70 et 74, cadastré section C n° 414 X d'après extrait récent de la matrice cadastrale pour une contenance de 1 ha 97 a 43 ca et n°s 405 S, 405 R, 412 Y, 414 T et 414 V pour une contenance de 1 ha 79 a 92 ca d'après titre, de manière à obtenir une superficie d'après mesurage de 1 ha 24 a 11 ca telle que figurée sous liseré rouge et "Lot 2" au plan annexé à l'acte de cession.	construction en cours d'exécution
NAMUR "Villa Lemaître"	ACHAT à Format pme Namur par acte de Maître JENTGES, en juin 2003	Ville de NAMUR - 2ème division : une villa avec terrain proche, situés rue Henri Lemaître, 69, cadastré ou l'ayant été section G, partie du n° 218 l 5 pour une superficie de 3 a 50 ca	occupé, travaux d'entretien et d'aménagement en cours

Annexe 2

Droits et obligations résultant des contrats et engagements pris par l'IFPME.

2.1. Biens immeubles loués

Les droits et obligations de l'Institut relatifs aux immeubles loués sont transférés ou maintenus conformément à la répartition reprise ci-dessous, en ce compris les contrats de bail et tout autre engagement lié à leur occupation ou à leur entretien, tels que contrats d'assurance, d'entreprise, de services ou de fournitures notamment d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone et autres moyens de communication :

2.1.1. Maintien à l'Institut des droits et obligations relatifs au bien immeuble suivant :

Avenue des Arts 39, à 1040 Bruxelles.

2.1.2. Transfert à la Commission Communautaire française de la mise à disposition de l'immeuble suivant :

- bureaux de la Direction Territoriale de Bruxelles, rue de Stalle 292B, à 1180 Bruxelles.

2.1.3. Transfert à la Région wallonne des droits et obligations relatifs aux biens immeubles suivants :

- Coordination wallonne - boulevard Audent 14/5 et 14/4, à 6000 Charleroi
- Direction territoriale du Hainaut - boulevard Audent 31/1, à 6000 Charleroi
- Service de Charleroi - rue Léopold 19, à 6000 Charleroi
- Service de Mons - chaussée de Binche 101D, - bloc 3, à 7000 Mons
- Service de Tournai - rue E. Delwart 12, 7500 Tournai
- Direction territoriale de Namur - avenue Golenvaux 25, à 5000 Namur
- Service du Brabant wallon - rue de la Station 17, à 1300 Limal
- Service du Brabant wallon - rue de Mons 125, à 1480 Tubize
- Service de Namur - rue Henri Lemaître 69, à 5000 Namur
- Service de Libramont - rue de la Scierie 15, à 6800 Libramont
- Permanence de Vielsalm à l'Institut luxembourgeois de Promotion sociale
- Direction territoriale de Liège et Service de Liège - rue Château Massart 11, à 4000 Liège
- Service de Verviers - rue de la Cité 2, à 4800 Verviers
- Service de Huy - avenue des Ardennes 7/21, à 4500 Huy

Ainsi que tout(es) autre(s) convention(s) conclue(s) avec des organismes ou institutions en vue de la mise à disposition ponctuelle de locaux destinés aux permanences des Délégués à la tutelle.

2.2. Droits et obligations relatifs au développement de logiciels

2.2.1. Les droits et obligations résultant de l'utilisation du logiciel spécifique à l'exercice de l'activité propre est à transférer à la Commission communautaire française et à la Région Wallonne conformément aux modalités établies dans un protocole d'accord entre la Commission communautaire française et la Région wallonne :

- GAP Paie (paie des formateurs).

2.2.2. Les droits et obligations résultant de l'utilisation de logiciels spécifiques à l'exercice de l'activité propre sont à transférer à la Région wallonne :

- ShéHérazade - Arno - Félix
- Bob Software - comptabilité

2.3. Transfert des conventions et partenariats internationaux hors Union européenne

Les droits et obligations résultant des contrats et engagements avec des partenaires internationaux hors Union européenne sont transférés :

1) A la Commission Communautaire française :

Pays	Projets internationaux hors Union européenne
Bénin	Formation professionnelle Hôtellerie - Tourisme en partenariat avec l'Institut Arthur Haulot
Tunisie	Formation - Perfectionnement Guide touristique Tourisme d'affaire
Maroc	Formation - Perfectionnement Guide Touristique

2) A la Région wallonne :

Pays	Projets internationaux hors Union européenne	Partie Contractante
Zone PECO		
Roumanie	" Développement des P.M.E. : phase II " 2003-2004 "	DRI RW
Bulgarie	" Développement des P.M.E. " 2003-2004 2004-2005	DRI RW
Pologne	" Développement des P.M.E. : Création d'entreprise et formations continues aux TIC "	DRI RW
	" Formation Professionnelle des apprentis et des travailleurs de P.M.E. " 2002-2004	DRI RW
République tchèque	" Reconversion industrielle et développement des P.M.E. " 2003-2005	DRI RW
Slovaquie	" Formation professionnelle : méthodes pédagogiques et formation continue " 2002-2003	DRI RW
Zone NEI		
Russie	" Fédération de dirigeants de PME aux techniques de travail en occident " 2003-2005	DRI RW
Zone Amérique du nord		
Québec	" Validation des compétences "	DRI
	"Innovation pédagogique intégrant les concepts d'alternance et de modularisation " 2003-2005	DRI RW
	" Entrepreneuriat - Etudes " 2003-2005	DRI RW
Zone Caraïbes		
Haïti	" Gestion du véhicule 4 x 4 Hyundai Galloper II "	DRI
	" Développement économique local et insertion socio-économique des jeunes "	DRI - APEFE RW
Zone Afrique du nord et Moyen-Orient		
Tunisie	" Tourisme (CGT ?) "	A préparer DRI - RW COCOF
Maroc	" Apprentissage: phase II " 2003-2005	DRI RW
	MEDA " Apprentissage - Artisanat "	- Programme européen MEDA Département Formation professionnelle
Zone Afrique du sud-Saharienne		
RD Congo	" Formation à l'entrepreneuriat " 2002- ?	DRI - RW APEFE
	" Appui aux P.M.E. Kinshasa "	A préparer DRI - RW APEFE
Sénégal	" Soutien au développement du secteur privé sénégalais. Formation en entrepreneuriat " 2003-2005	DRI RW
	" Soutien au développement du secteur privé sénégalais. Formations techniques - Entrepreneuriat - Kédougou " 2003 - 2005	APEFE - DRI RW
	Développement de l'écotourisme. 2003-2005	APEFE - DRI RW
	Métiers du tourisme : patrimoine, Formation professionnelle. 2003-2005	DRI RW
Zone Asie		
Vietnam	" Gestion de P.M.E. dans une économie de marché " 1999-2003 2004-2006	DRI - RW Délégation W-B
	" Développement des chambres d'hôtes et gîtes ruraux " 2001-2003 2004-2006	DRI - RW Administration nationale du tourisme Délégation W-B

2.4. Transfert des conventions et partenariats Europe

1) A la Commission Communautaire française :

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
IFPME CCBC FFC	30/04/2002	Bâtiform : Accord cadre sectoriel en région Bruxelloise pour le perfectionnement des travailleurs dans le secteur de la construction
ESPACE P.M.E. FORMATION	01/01/2003	Bâtiform : Modalités d'organisation et de financement entre l'Institut et ESPACE FORMATION P.M.E. pour le perfectionnement des travailleurs de la Construction le samedi

Ainsi que tous les droits et obligations résultant des contrats et engagements pris par l'Institut pour la mise en œuvre des projets financés par l'Union européenne et conclu avec des centres de formation agréés bruxellois.

2) A la Région wallonne :

- Sont transférés en Région wallonne tous les droits et obligations résultant de tous les contrats et engagements pris par l'Institut pour la mise en œuvre de l'action P.M.E. CREATION et conclu avec des opérateurs ou organismes agissant sur le territoire de la Région de langue française, y compris les centres de formation.

- Sont transférés en Région wallonne tous les droits et obligations résultant de tous les contrats et engagements pris par l'Institut pour la mise en œuvre de projets financés par des moyens européens et conclu avec des opérateurs ou organismes agissant sur le territoire de la Région de langue française, y compris des centres de formation agréés.

- Sont également transférés en Région wallonne les droits et engagements suivants :

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
FEBECOOP Fond de participation ECOSOC Agence Conseil Wallonie Université de Mons-Hainaut CAIPS	27/03/2002	Equal Qualicrea : Convention de partenariat de développement (PDD) - Niveau national
Agence de développement de l'Aisne (FR), SPEGA (IT)	15/02/2002	Equal Qualicrea : Accord de coopération transnationale (ACT)
ETIC (ESCOLA TECNICA de IMAGEME COMMUNICACAO-Portugal) Promoteur Leonardo	14/12/2001	Leonardo Interactive TV : Convention de partenariat
A.S.B.L. La Source à Bouillon	24/08/2002	Organisation d'une formation accélérée de gestion pour un public recruté par l'A.S.B.L. La Source et qui suit par ailleurs un parcours de réinsertion
AFFA Yutz	15/10/2001	Organisation en commun d'une formation dans le cadre du Collège européen de Technologie Mise à disposition de personnel AFFA
Ensemble des centres Wallons du réseau	17/01/2003	Bâtiform : Modalités d'organisation et de financement entre l'Institut et les centres du réseau pour des actions de formation visant le perfectionnement des travailleurs de la Construction le samedi.
CSTC CCW FOREm CIFFUL	01/01/2002	Maestro : Répartition budgétaire entre les intervenants de l'action "aide à la gestion de la TPE " Modalités d'organisation
CCW FOREm-Formation CRR ABPE FWEV CEFORA	01/12/2002	Organisation de session de 12 modules de 3 heures sur le cahier des charges techniques des routes wallonnes (RW 99).
CCW-porteur du projet CSTC CIFFUL FOREm MET FFC	18/12/2002	Equal Insereco : (secteur construction : conseillers sectoriels) Convention de partenariat national. Modalités d'organisation
CSTC-porteur du projet CCW CIFFUL FOREm	01/01/2003	Objectif 3 Coduform : Projet européen d'analyse sur la construction durable
FOREm Sysfal Educam Awiph CCW EPS Bruxelles-formation	15/05/2002	Equal Observatoire de l'Alternance : Convention de Partenariat National
TERTIUM (I) ANFA (F) INSTEP (F) CINEL (P)	01/05/2002	Equal Coupole : Accord de Coopération transnationale
FOREm ULG : porteur du projet Technifutur Technofutur 3	15/05/2002	Equal Formation à distance : Convention du PDD national

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
PEA-CRITT (F) SPI (P) FAFA (F) Symbose (NL) Landbrukuniversitet (S)	01/09/2002	Equal E-Food : Accord de Coopération transnationale
ISFOR FIAT (I)	01/11/2002	Equal FAD : accord de coopération transnational formation à distance ISOR Fiat
FOREm : porteur du projet Bruxelles Formation IFP AFOSOC CRF T'Interim (Trace)	15/05/2002	EQUAL Etoile : Convention du PDD National
FOREm Cefora	01/09/2002	EQUAL Tutorat Mode d'emploi : Convention du PDD national
Awiph FOREm T interim UVCW Cabinet de Ministre des Affaires intérieures et de Fonction publique Cabinet de l'Emploi et de la Formation Cabinet de Ministre des Affaires sociales MRW CESRW ManPower	01/09/2002	EQUAL Saphrane : Convention du PDD national
Ministère de l'Enseignement du grand-duché de Luxembourg : porteur du projet	01/11/2001	LEONARDO Ecole de la seconde chance : Modèle pédagogique convention de partenariat
Association Formation Professionnelle Bâtiment du Loiret	01/11/2001	LEONARDO Redac : convention de partenariat
Ente Bilatérale Emilia Romagna	01/11/2001	LEONARDO Dream Job : Convention de partenariat
IT-MEDIA (F)	01/11/2001	LEONARDO Dante : Convention de partenariat
Delta Management	01/09/2002	EQUAL observatoire de l'alternance : Convention de Sous-traitance Charte de la Qualité
FOREm : porteur du projet	01/06/2002	EQUAL Firt : Convention du PDD national
Instep Formation (F) Porteur FOCLAM Centre P.M.E. Charleroi	02/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Modalités d'organisation entre les partenaires
Région wallonne	01/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Octroi du subside RW à l'IFPME
Région wallonne. Instep Formation	01/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Octroi du subside FEDER. Modalités de gestion du projet
Région wallonne Instep Formation	16/01/2003	Epicuriales III : FEDER. Arrêté de subvention AB 413400 programme 13 section 11
FOREm Hte Ecole Roi Baudouin Isic : PROMOTEUR Hte Ecole Cté Française Isims	01/07/2002	Objectif 1 Phasing out FORME : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
Syntra West. Promoteur IFPME FOCLAM Centre P.M.E. Charleroi	01/01/2003	INTERREG III Télélanguages : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
FOREm : Centre de compétences Hainaut logistique IFPME Promoteur Centre INFOP Centre Montois	01/01/2003	OBJECTIF 1 PHASING OUT Automobile concept : Modalités d'organisation entre les partenaires. Mise sur pied du Comité de pilotage
FUNDP	01/01/2003	Equal FAD : Recherche action visant à expliciter les politiques et les stratégies de formation de l'IFPME et la place possible

2.5. Transfert des conventions et partenariats régionaux et communautaires

Les droits et obligations résultant des contrats et engagements avec des partenaires régionaux et communautaires sont répartis :

1) A la Commission Communautaire française :

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
ORBEm	11/09/98	Collaboration en vue de favoriser la formation et l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi
Commission communautaire française	01/08/97	Mise en œuvre, à l'INFAC, d'un processus de formation visant à l'accompagnement à la création d'entreprise
FFC/CCB-C	01/01/02	Convention de collaboration - Secteur de la construction
Le Fond bruxellois francophone pour l'Intégration sociale et professionnelle	01/01/97	Insertion des personnes handicapées (formation chef d'entreprise)
C.H.S.	15/09/97	Permettre à des jeunes ayant un handicap auditif de suivre les formations en apprentissage et en chef d'entreprise

2) A la Région wallonne :

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
APCE	18/12/00	Création d'axes de coopération entre les deux organismes
FOREm, Enseignement de promotion sociale OISP-EFT AWIPH	15/01/98	Création et développement des Carrefour Formation
EDUCAM	27/06/01	Création d'une commission sectorielle de l'automobile
FOREm		Réalisation du projet 'Formation à la gestion du système par l'apprentissage et à l'élaboration de référentiels'
Le 'Fonds de participation'	10/06/01	Accompagnement des bénéficiaires des prêts de lancement octroyés par le Fonds
Centre de Mons EFT Droit et Devoir	Début 2002 (pas de date)	Collaboration dans le but de favoriser la réinsertion sociale et professionnelle des demandeurs d'emploi
Région wallonne	14/05/02	Convention entre Région wallonne - IFPME (projet Métiers de bouche)
Région wallonne	06/11/02	Convention relative au projet Centre de compétence des métiers de la bouche
Région wallonne	06/03/03	Arrêté de subvention AB 61.03.13 programme 13 section 11 " Métier de bouche "
Région wallonne	14/05/02	Convention entre Région wallonne - IFPME (projet Technologies de l'Automobile de Liège)
Région wallonne	06/11/02	Convention relative au projet Centre de compétence automobile
FOREm Educam	13/12/02	Convention cadre formation et insertion professionnelle dans le secteur automobile et les secteurs connexes
Région wallonne	06/03/03	Arrêté de subvention , " technologie de l'auto " AB 61.03.13 programme 13 section 11
FOREm Formation Educam Formation P.M.E. Liège Huy Waremme CFTA	25/11/02	CCTA
Interfédération	20/06/02	Partenariat IFPME - INTERFEDERATION Convention Cadre
Région wallonne INSTEP	01/04/02	Convention Concours FEDER Mise en œuvre du projet epicurial 3

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
CIFOP (Femmes entrepreneurs belges)	01/08/02	Convention de partenariat Mise en commun des processus visant à développer l'esprit entrepreneurial
Région wallonne FOREm CCW FFC	22/03/2002	Accord cadre Quinquapartite de la construction en Wallonie
Région wallonne	06/11/02	Convention relative au projet Centre de formation aux métiers de la construction à Dinant
FOREm	01/10/02	Convention particulière portant sur la couverture des frais de sélection et de préparation des candidats pour le Mondial des Métiers 2003
FOREm	28/08/02	Convention Actions additionnelles de formation professionnelle des adultes dans le cadre du développement d'un centre de compétence pour les métiers du secteur HORECA
FOREm Opérateur ECDL Belgique France	01/02/03 01/02/06	Convention : permis de conduire informatique européen
FOREm UWE	14/04/03	Centre de compétence 'Management - Commerce'
Région wallonne	01/01/03	Mise en œuvre de la réalisation de clips documentaires sur les métiers
Région wallonne	A la signature	Autoform
FOMELEC ANPEB	17/09/02	Commission Sectorielle du secteur des électriciens
Région wallonne	26/02/03	Création d'un Centre de Formation professionnelle pour les métiers d'Art et l'Artisanat contemporain à Péronnes-les-Binche

2.6. Transfert des conventions autres (Services)

Partie contractante ou partenaire	Date début contrat	Objet du contrat ou de la convention
Mamatango	01/01/03	Mise en œuvre de la réalisation de clips documentaires sur les métiers
Centre de recherche P.M.E. et d'Entrepreneuriat (Liège)	01/01/03	Réalisation d'une enquête d'insertion professionnelle
COMANCHE S.A. (N. Verhulst)	23/04/03 → 30/11/03	Logiciel FOBA
MN FACTORY S.P.R.L. (J. Renard)	22/02/02	Logiciel Formation de base et formation continue
H. de Hanonville	10/09/01	Maintenance pour la fonctionnalité hardware et software
BEWEL A.S.B.L.	10/12/02	Désignation d'un conseiller en prévention imposée par la loi du 11 juin 2002 relative à la " violence et le harcèlement aux travail "

Annexe 3 : Membres du personnel transférés d'office

3.1. Liste du personnel transféré d'office à la Cocof

Direction territoriale de Bruxelles, rue de Stalle 292bis - 1180 UCCLE

Service	Statut	Nom, prénom
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	DE DRIJVER Arlette
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	DE MARE Anne
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	HUYGHE Stéphan
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	LINOTTE Françoise
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Statutaire	MULOT Françoise
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	ALLALI Hannah
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	BAUFAYT Emmanuel
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	COURTIOL David
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	DELHAISE Jean-François
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	DENYS Daniel
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	DESOMER NANCY
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	EMMANUELIDIS Raphaël
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	ERPICUM Bernadette
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	FONTAINE Pascale
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	FOURNIL Catherine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	JACQUART Patricia
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	KEMPENAERS Nathalie
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	KHEMISSI Brahim
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	LECRIGNIER Stéphane
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	LEFEBVRE Valérie
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	LEONARD Véronique
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	LISEN Nadine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	MARTIN Laurent
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	MORENO Carmen
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	NAVARRA Stefania
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	ROYER Philippe
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	SAHLI Nouredine
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel A.C.S.	STERCKX Colette
DIRECTION TERRITORIALE BRUXELLES	Contractuel	VAN MAAREN Isabelle

3.2. Liste du personnel transféré d'office à la Région wallonne

3.2.1. Coordination wallonne

Coordination wallonne
Boulevard Audent 14/5 - 6000 CHARLEROI

Service	Statut	Nom, prénom
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	BOUNAMEAUX Jacques
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	CACCIOLA Alsidia
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	DEFAWES Jean-Louis
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	DELIEGE Bernadette
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	LINDER Michèle
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	MONTEYNE Patrick
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	ROEKAERTS Jeanine
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	SPLINGAIRE Marielle
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	VAN STRATUM Jean-Pierre
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	WATTIEZ Claude
COORDINATION WALLONNE	Statutaire	ZIMMER Françoise
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	ADAM Dominique
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	ALFIERI Myriam
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	ARENTS Nancy
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	BIDAULT Evelyne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	BINDI Sonia
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	BRAINE Jean-Pierre
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	CARTON Anne Cécile
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	CRAPIZ Mauro
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	CUVELIER Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	CUVELIER Isabelle
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DAUBY Yvan
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DENEYS Vincent
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DEVREUX Christine
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DROPSY Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	DRUEZ Geneviève
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	FALESSE Mireille
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	FALQUE Wendy
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	FERRARA Michel
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	GOFFIN Marie-Luce
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	GUSTIN Micheline
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	HITTELET Charles
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	HONOREZ Maryse
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	LACOUR Sébastien
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MARCHESINI Annick
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MARQUET Pierre-Richard
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MICHE Jennifer
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MICHEL Aude
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	MILIS Isabelle
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	NOEL Marie-Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	PLUVINAGE Nathalie

Service	Statut	Nom, prénom
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	RADIAN Viorica
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	RENARD Daniel
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	RENAUX Sébastien
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	ROCHET Jean-Philippe
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	SNIJCKERS Geneviève
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	STEPHENNE Corinne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	STRASSERA Agnès
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	VILLETTE Sandrine
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	WASTERLAIN Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	WAUTHIER Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	WINDERS Anne
COORDINATION WALLONNE	Contractuel	YERLES Pierre-Paul

3.2.2. Direction territoriale du Hainaut

Direction territoriale du Hainaut
Boulevard Audent 31, bte 26, (1^{er} étage) - 6000 CHARLEROI

Service	Statut	Nom, prénom
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutaire	BAUFFE Michel
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutaire	DE JEAGHEER Monique
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutaire	LEFEBVRE Catherine
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Statutaire	NEDERGEDAELT Christian
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	BAUGARD Michèle
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	BERGERET Eric
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	DENIL Frédéric
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	MARCHAL Jean-François
DIRECTION TERRITORIALE HAINAUT	Contractuel	PAQUET Catherine

Service de Charleroi

Service de Charleroi
Rue Léopold 19 - 6000 CHARLEROI

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	FONTAINE Frédéric
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	LEJEUNE Claude
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	MILAIRE Marie-Madeleine
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	MONFORT Brigitte
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	NICOLETTI Adriana
SERVICE DE CHARLEROI	Statutaire	PARMENTIER Isabelle
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	DACHELET Nancy
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	DE VRIESE Marc
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	ROUSSEAU Jérôme
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	THOMAS Sabrina
SERVICE DE CHARLEROI	Contractuel	ZOVETTI Françoise

Service de Mons

Service de Mons
Chaussée de Binche 101D, bloc C, (3^e étage) - 7000 MONS

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DE MONS	Statutaire	BRIFFEUIL Nadine
SERVICE DE MONS	Statutaire	HACHEZ Dominique
SERVICE DE MONS	Contractuel	DE COOMAN Laurent
SERVICE DE MONS	Contractuel	DEBLANDER Joseph
SERVICE DE MONS	Contractuel	DEWEER Jocelyn
SERVICE DE MONS	Contractuel	HONORE Laetitia
SERVICE DE MONS	Contractuel	LABBY Marianne
SERVICE DE MONS	Contractuel	MALENGREAUX Anne-Marie
SERVICE DE MONS	Contractuel	MARON Christine
SERVICE DE MONS	Contractuel	TRIBOUT Laurence

Service de Tournai

Service de Tournai
Boulevard Delwart 12 - 7500 TOURNAI

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DE TOURNAI	Statutaire	DELLOYE Francine
SERVICE DE TOURNAI	Statutaire	DUQUESNE Claude
SERVICE DE TOURNAI	Statutaire	DUVEILLIER Adeline
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	DE COCK Bruno
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	DECANT Marie-Hélène
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	DELCROIX Gabrielle
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	LAENEN Sylvie
SERVICE DE TOURNAI	Contractuel	TELLIER Catherine

3.2.3. Direction territoriale de Namur

Direction territoriale de Namur
Avenue Golenveaux 25, bte 8, (4^e étage) - 5000 NAMUR

Service	Statut	Nom, prénom
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Statutaire	VANDERHEYDE Alain
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	BOHAIN Fabienne
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	LONA Christine
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	MARTIN Samuel
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	POLIART Karin
DIRECTION TERRITORIALE NAMUR	Contractuel	SECADES FERNANDEZ Maria-Thérèse

Service du Brabant wallon

Service du Brabant wallon
Rue de la Station 17 - 1300 LIMAL

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	DELAET Nadia
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	FERMIER Florence
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	GROLAUX Geneviève
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	HERBIGNAT Myriam
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	JACOB Yves
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	LEFEVERE Bénédicte
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	SCIAMANNA Stéphanie
SERVICE DU BRABANT WALLON	Contractuel	VAN DER STRAETEN Guy

Service de Namur

Service de Namur
Rue Henri Lemaitre 69 - 5000 NAMUR

Service	Statut	Nom Prénom
SERVICE DE NAMUR	Statutaire	GILLARD Christine
SERVICE DE NAMUR	Statutaire	PIRAUX Nadine
SERVICE DE NAMUR	Statutaire	RENSON Gérald
SERVICE DE NAMUR	Statutaire	ROSSIGNON Marc
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	BODART Michel
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	BOOMS Bernadette
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	BROUET Joelle
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	MARLET Luc
SERVICE DE NAMUR	Contractuel	VANDEBOS Dominique

Service de Dinant

Service de Dinant
Rue Fétis 63C, site Remacle - 5500 BOUVIGNES (DINANT)

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DE DINANT	Statutaire	CREPIN Patricia
SERVICE DE DINANT	Statutaire	JACQUEMART Brigitte
SERVICE DE DINANT	Statutaire	WOOS Marie-Thérèse
SERVICE DE DINANT	Statutaire	DAMBLY Eddy
SERVICE DE DINANT	Contractuel	GRUSELIN Pascale
SERVICE DE DINANT	Contractuel	VANDREPOTTE Claudine
SERVICE DE DINANT	Contractuel	WUIDART Stéphane

Service du Luxembourg

Service du Luxembourg
Rue de la Scierie 15 - 6800 LIBRAMONT
Avenue Général Patton 10 - 6700 ARLON

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutaire	ARNOULD Marie-Gabrielle
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutaire	DEMEUSE Georges
SERVICE DU LUXEMBOURG	Statutaire	HANS Nicole
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	ADAM Samuel
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	BARRE Nicolas
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	GOMEZ Christine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	HENROZ Nadine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	JACOB Maïté
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	LOUIS Corine
SERVICE DU LUXEMBOURG	Contractuel	PAYOT Christelle

3.2.4. Direction territoriale de Liège

Direction territoriale de Liège
Rue du Château Massart 11 - 4000 LIEGE

Service	Statut	Nom, prénom
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Statutaire	FRANSOLET Gilbert
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	BUSSAGLIA Vanessa
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	DELINCE Sabine
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	DUNON Josiane
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	KINON Martine
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	MATHYS Stéphanie
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	SAGLIMBENE Cetty
DIRECTION TERRITORIALE LIEGE	Contractuel	SIMAR Dominique

Service de Verviers

Service de Verviers
Rue de la Cité 2 - 4800 VERVIERS

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DE VERVIERS	Statutaire	CLOES Josiane
SERVICE DE VERVIERS	Statutaire	DHEUR Isabelle
SERVICE DE VERVIERS	Statutaire	MUYTJENS Alain
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	BRIQUET Nathalie
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	CLOSJANS Marie-Françoise
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	ERMIS Elvéda
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	GOTTARDI Maria-Anna
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	HELMAN Nathalie
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	JOST Mara
SERVICE DE VERVIERS	Contractuel	LEHANCE Christine

Service de Liège

Service de Liège
Rue du Château Massart 11 - 4000 LIEGE

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	BALTUS Josiane
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	DEZAEL Danielle
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	MATTIUZ Sylvie
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	SCHILTZ Pierre
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	THEYS Léontine
SERVICE DE LIEGE	Statutaire	ZUPANCIC Marie
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	ARDUS Ermilinda
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	BERNARD Philippe
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	DONCEL Dominique
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	GILON Liliane
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	MARLAIRE Marjorie
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	PEREZ TESTA Genoveva
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	RENETTE Pierre
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	SCHMIDT Alain
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	STASSEN Géraldine
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	TAVOLIERI Valérie
SERVICE DE LIEGE	Contractuel	VAN STRATUM Frédéric

Service de Huy

Service de Huy
Avenue des Ardennes 7/2 - 4500 HUY

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE DE HUY	Statutaire	DEROUA Ghislaine
SERVICE DE HUY	Contractuel	DE LA CRUZ GAUNA Maria Begona
SERVICE DE HUY	Contractuel	DETHIER Yves
SERVICE DE HUY	Contractuel	RENARD Stéphanie
SERVICE DE HUY	Contractuel	URBAIN Michel

Annexe 4 : Liste du personnel du Service central

Service central Avenue des Arts 39 - 1040 BRUXELLES

Service	Statut	Nom, prénom
SERVICE CENTRAL	Statutaire	CANNEEL Corinne
SERVICE CENTRAL	Statutaire	CARA Guy
SERVICE CENTRAL	Statutaire	DESMET Danielle
SERVICE CENTRAL	Statutaire	DEVILLE Francine
SERVICE CENTRAL	Statutaire	FOURNIER Bernadette
SERVICE CENTRAL	Statutaire	FREIHOFF Chantal
SERVICE CENTRAL	Statutaire	GRUSELIN Claude
SERVICE CENTRAL	Statutaire	MARTIN Jean-Pierre
SERVICE CENTRAL	Statutaire	MAUROY Véronique
SERVICE CENTRAL	Statutaire	MEDTS Monique
SERVICE CENTRAL	Statutaire	THIBERT Marie-Claire
SERVICE CENTRAL	Contractuel	BIERNY Philippe
SERVICE CENTRAL	Contractuel	BODART Nadine
SERVICE CENTRAL	Contractuel	BRIFFAUT Philippe
SERVICE CENTRAL	Contractuel	CANNELLA Giuseppe
SERVICE CENTRAL	Contractuel	CARMON Bernard
SERVICE CENTRAL	Contractuel	CONSTANTINIDIS Maria
SERVICE CENTRAL	Contractuel	DELLOGE Yannick
SERVICE CENTRAL	Contractuel	DORIGNAUX Anny
SERVICE CENTRAL	Contractuel	DUEZ Nathalie
SERVICE CENTRAL	Contractuel	FOCANT Martine
SERVICE CENTRAL	Contractuel	JAVELINE Virginie
SERVICE CENTRAL	Contractuel	LAPIERRE Vinciane
SERVICE CENTRAL	Contractuel	LEDOCQ Véronique
SERVICE CENTRAL	Contractuel	NOTHOMB Dominique
SERVICE CENTRAL	Contractuel	OTTE Pierre
SERVICE CENTRAL	Contractuel	POLITI Stéphanie
SERVICE CENTRAL	Contractuel	ROOSE Emmanuel
SERVICE CENTRAL	Contractuel	SOMJA Martine
SERVICE CENTRAL	Contractuel	SURKYN Ann
SERVICE CENTRAL	Contractuel	THISE Annabel
SERVICE CENTRAL	Contractuel	VANDERLINDEN Christophe
SERVICE CENTRAL	Contractuel	WAGNAIR Véronique
SERVICE CENTRAL	Contractuel	WIBAUT Valérie

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 3547

[2003/200774]

17 JULI 2003. — Decreet houdende instemming met het aanhangsel van 4 juni 2003 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt ingestemd met het aanhangsel van 4 juni 2003 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

De tekst van het aanhangsel gaat bij dit decreet.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — 523 (2002-2003), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 9 juli 2003.

Bespreking. Stemming.

BIJLAGE

Aanhangsel tot wijziging van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op artikel 4, 16°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4°, en 10, § 1;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4°, en 10, § 1;

Gelet op het decreet II van de Raad van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op de artikelen 3, 4°, en 10, § 1;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995 houdende instemming met voornoemd samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995;

Gelet op het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995 houdende instemming met voornoemd samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 18 maart 1996 houdende instemming met voornoemd samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 november 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 7 november 2002;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 november 2002;

Overwegende dat het systeem van de dubbele voorgedij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen (IFPME) het uitstippelen en de tenuitvoerlegging van het vormingsbeleid kan belemmeren vanwege de strakke besluitvormingsprocedures en de verplichtingen die voortvloeien uit de toepassing van de 80/20-sleutel voor de financiering van gemeenschappelijke diensten;

Dat die toestand, wat de kwaliteit van de aangeboden diensten betreft, weinig positieve gevolgen heeft voor de begunstigden van de vorming, voornamelijk voor de leerlingen en stagiairs die de opleiding tot bedrijfsleider volgen;

Dat het vormingsaanbod daardoor aan attractiviteit verliest alhoewel het bijzonder hoge percentages inzake inschakeling op de arbeidsmarkt mogelijk maakt;

Dat de personeelsleden sinds de oprichting van het 'IFPME' nog steeds op een statuut wachten omdat in feite niet bepaald kan worden wie onder de Franse Gemeenschapscommissie en wie onder het Waalse Gewest ressorteert;

Overwegende dat de huidige structuur van het 'IFPME' niet meer beantwoordt aan de evolutie van de vormingsactiviteiten die zich ontwikkelen en veelzijdiger worden naar gelang van de specifieke sociaal-economische behoeften van de Gewesten;

Dat de beheerscontracten die het 'IFPME' in juli 1998 met de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering heeft gesloten al voorzagen in de verschuiving van belangrijke opdrachten van de gemeenschappelijke diensten naar de gedecentraliseerde entiteiten, namelijk de 'Waalse coördinatie' enerzijds en de 'territoriale directie Brussel' anderzijds;

Dat de moeilijkheden die in het dagelijks beheer ondervonden worden de gewenste cohesie van de acties duidelijk aantasten binnen het netwerk van vormingscentra, ondanks de wil om de solidariteit tussen Wallonië en Brussel op een dynamische en vrijwillige basis te vrijwaren en niet een einde te maken aan voornoemd samenwerkingsakkoord;

Dat bijgevolg in onderlinge overeenstemming een oplossing moet worden gevonden om de naar aanleiding van bovenbedoelde vaststellingen aan het licht gebrachte toestand te verhelpen;

Overwegende dat de organisatie van het 'IFPME' moet worden herzien via de sluiting door de Regering van het Waalse Gewest, de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, van een samenwerkingsakkoord tot wijziging van het akkoord aangegaan op 25 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voorgedij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Hervé Hasquin;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, en in de persoon van haar Minister van Tewerkstelling en Vorming, Mevr. Marie Arena;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van zijn Voorzitter, de heer Eric TOMAS, belast met Onderwijs, Beroepsomscholing - en Bijscholing, Leerlingenvervoer, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en Internationale Betrekkingen, en in de persoon van zijn Minister van Beroepsvorming en Permanente Vorming en van het Gehandicaptenbeleid, de heer Willem Draps,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1. In artikel 1 van het samenwerkingsakkoord gesloten op 25 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voorgedij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden 'Hoge Raad voor de Middenstand' vervangen door de woorden 'Hoge raad voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen.'

b) het tweede lid wordt gewijzigd als volgt :

'Ze omvat:

1° de leertijd;

2° de opleiding tot ondernemingshoofd;

3° de voortgezette vorming;

4° de pedagogische vervolmaking.'

Art. 2. Artikel 2 van voornoemd samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 2. De leertijd is een afwisselende kwalificerende opleiding die een opleiding op de werkvloer omvat, alsook leergangen voor algemene vorming en beroepsopleiding. De leertijd bereidt bovendien voor op de opleiding tot ondernemingshoofd.

Hij is het voorwerp van een leerovereenkomst.'

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 3. De leerovereenkomst is een overeenkomst waarbij een ondernemingshoofd zich ertoe verbindt een leerling een algemene en technische kwalificerende opleiding te geven of te doen geven en waarbij een leerling zich ertoe verbindt de theoretische vakken en de bedrevenheid vereist voor de uitoefening van het beroep aan te leren onder de leiding en het toezicht van het ondernemingshoofd, alsmede de voor zijn opleiding vereiste cursussen te volgen. De overeenkomst is het voorwerp van een erkenning door de in artikel 15bis bedoelde entiteit.

De leerling volgt de vormingscursussen in één van de in artikel 16 bedoelde centra van zijn keuze.'

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde akkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 5. § 1. Na advies van het in artikel 15 bedoelde Instituut, bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, na eensluidend advies van respectievelijk de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, met inachtneming van het vrije verkeer van de leerlingen tussen de in artikel 16 bedoelde Centra:

1° de lijst van de beroepen die het voorwerp van een opleiding kunnen uitmaken, onder degene bedoeld in artikel 1;

2° de voorwaarden voor de toegang tot de leertijd;

3° de duur van de leertijd, die niet meer dan vier jaar mag bedragen;

4° de voorwaarden voor de organisatie van de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens;

5° de minimale voorwaarden waaraan de programma's van de leertijd moeten voldoen;

6° de voorwaarden waaronder de leerlingen de vrije keuze van een in artikel 16 bedoeld centrum genieten.

§ 2. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen, ieder wat hem (haar) betreft, na advies van de entiteit bedoeld in artikel 15*bis* en die onder zijn (haar) bevoegdheid ressorteert:

1° de modaliteiten betreffende de leerovereenkomst;

2° de beroepsmodaliteiten alsook de voorwaarden voor de erkenning van de leerovereenkomsten en voor de schorsing of intrekking ervan;

3° de voorwaarden waaraan de bedrijven moeten voldoen om de leerlingen een praktische opleiding te mogen geven in het kader van de leertijd.'

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 6. De opleiding tot ondernemingshoofd is een voorbereiding op de uitoefening van een leidende functie in een kleine en middelgrote onderneming of op de uitoefening van een zelfstandig beroep. Ze alterneert een theoretische opleiding en een praktische opleiding op de werkvloer. De theoretische opleiding omvat cursussen bedrijfsbeheer en beroepskennis.

Afgezien van de beroepspraktijk die via een stageovereenkomst op de werkvloer moet worden opgedaan, kunnen de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, ieder wat haar (hem) betreft, per soort beroep voorzien in andere bijzondere modaliteiten voor de praktische opleiding.

De kandidaat volgt de cursussen theoretische opleiding in een in artikel 16 bedoeld centrum van zijn keuze.'

Art. 6. Het vierde lid van artikel 7 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering kunnen, ieder wat hem (haar) betreft en in de gevallen die ze bepalen, voorzien in het uitreiken van attesten die aantonen dat de kandidaat een gedeelte van de opleiding heeft gevolgd of dat hij voor een gedeelte van de examens is geslaagd, als de opleiding in de vorm van modulen is georganiseerd of als een coherent gedeelte van het opleidingsprogramma overeenstemt met een regelgeving betreffende de uitoefening van een activiteit.'

Art. 7. Artikel 8 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 8. § 1. Na advies van het in artikel 15 bedoelde Instituut, bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, respectievelijk na eensluidend advies van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, met inachtneming van het vrije verkeer van de kandidaten tussen de in artikel 16 bedoelde centra :

1° de lijst van de in artikel 1 bedoelde beroepen die het voorwerp kunnen uitmaken van een opleiding tot ondernemingshoofd;

2° de voorwaarden voor de toelating van de kandidaten;

3° de duur van de opleiding tot ondernemingshoofd, die niet meer dan drie jaar mag bedragen;

4° de voorwaarden voor de organisatie van de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens;

5° de minimale voorwaarden waaraan de programma's voor de opleiding tot ondernemingshoofd moeten voldoen;

6° de voorwaarden waaronder de kandidaten de vrije keuze van een in artikel 16 bedoeld centrum genieten.

§ 2. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen, ieder wat hem (haar) betreft en na advies van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit die onder haar bevoegdheid ressorteert :

1° de maatregelen voor de organisatie van een stage in een bedrijf;

2° de beroepsmodaliteiten voor elke persoon tegen wie een beslissing is genomen door de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit;

3° de voorwaarden waaraan de ondernemingen moeten voldoen om een praktische opleiding te kunnen geven in het kader van de stage-overeenkomst.'

Art. 8. In hoofdstuk I wordt de titel van afdeling 4 vervangen door de volgende titel : 'Doorlopende opleiding'.

Art. 9. Artikel 9 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 9. Met de doorlopende opleiding kunnen de personen die de opleiding tot ondernemingshoofd succesvol hebben voltooid, de houders van een zelfstandig beroep of van leidende functies in een kleine of middelgrote onderneming alsook hun medewerkers hun beroepsbekwaamheid vergroten, zich aanpassen aan nieuwe technieken en aan de economische, juridische en maatschappelijke ontwikkeling of zich voorbereiden op een kleine en middelgrote onderneming op te richten of over te nemen. De doorlopende opleiding omvat allerlei activiteiten i.v.m. het levenslang leren.'

Art. 10. Artikel 10 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 11 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 12 van het samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 12. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering regelen, ieder wat hem (haar) betreft, de organisatie van de doorlopende opleiding en kunnen, in de gevallen die ze bepalen, ieder wat hem (haar) betreft, getuigschriften uitreiken die het bezoek of de bekwaamheid aantonen.'

Art. 13. In hoofdstuk I wordt afdeling 5, die artikel 13 van het samenwerkingsakkoord bevat, opgeheven.

Art. 14. Artikel 14 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 14. De pedagogische vervolmaking beoogt de verbetering van de pedagogische en beroepskennis van elke persoon belast met een opdracht van doorlopende opleiding. Die cursus wordt gegeven in de vorm van lezingen, vormingscyclussen of andere activiteiten die de pedagogische waarde kunnen verhogen.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering regelen, ieder wat hem (haar) betreft, de organisatie van de pedagogische vervolmaking.'

Art. 15. Artikel 15 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 15. Het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna 'Instituut' genoemd, opgericht bij het decreet van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt gezamenlijk beheerd door de Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering. Het Instituut is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid, ingedeeld bij de instellingen van categorie B bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Het valt onder alle bepalingen van voormelde wet die betrekking hebben op de instellingen van die categorie.

Het Instituut vervult de opdrachten bedoeld in artikel 20.'

Art. 16. Er wordt een artikel 15*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

'Art. 15*bis*. De Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest vertrouwen, ieder wat haar (hem) betreft, de in artikel 20*bis* bedoelde opdrachten toe aan een entiteit die zij aanwijzen of oprichten.'

Art. 17. Artikel 16 van het samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 16. § 1. Op voorstel van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit die onder hun gezag valt, bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft, de voorwaarden voor de erkenning van de centra voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna 'centra' genoemd, alsook voor de intrekking daarvan.

De centra worden opgericht als verenigingen zonder winstoogmerk die onder de toepassing vallen van de wet van 27 juni 1921 waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt toegekend aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering erkennen, ieder wat hem (haar) betreft, de centra en trekken hun erkenning in op de voordracht van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit die onder zijn (haar) gezag valt. De verenigingen zijn uitsluitend toegankelijk voor :

1° de gewestelijke beroepsorganisaties van middenstanders en zelfstandigen die voldoen aan de vereisten vastgelegd bij of krachtens de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand en de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° de interprofessionele organisaties die lid zijn van een nationaal interprofessioneel verbond dat voldoet aan de vereisten vastgelegd bij of krachtens de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand en de uitvoeringsbesluiten ervan. De statuten van de vereniging moeten voldoen aan de voorwaarden gesteld door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft.

Ze verbinden zich ertoe o.a. de in artikel 22 bedoelde opdrachten te vervullen.

§ 2. Op voorstel van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit die onder hun gezag valt, bepalen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft, de voorwaarden voor de erkenning van de directeurs van de Centra alsook voor de intrekking daarvan.'

Art. 18. Artikel 17 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 17. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering richten, ieder wat hem (haar) betreft, beroepscommissies op.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen, ieder wat hem (haar) betreft, de werkingsmodaliteiten voor die commissies.

De beroepscommissies vervullen de in artikel 25 bedoelde opdrachten.

Elke in artikel 15*bis* bedoelde entiteit mag met de andere samenwerkingsakkoorden sluiten om o.a. te voorzien in de aanwezigheid van respectieve waarnemers binnen elke beroepscommissie.'

Art. 19. Artikel 18 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 19 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 21. Artikel 20 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 20. De opdrachten van het Instituut bestaan erin :

1° het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering volgens de in artikel 33 bedoelde modaliteiten advies te geven i.v.m. :

a) de lijst van de beroepen die het voorwerp kunnen uitmaken van een leertijd of een opleiding tot ondernemingshoofd;

b) de toegangsvoorwaarden voor die opleidingen;

c) de duur ervan;

d) de minimale voorwaarden waaraan de opleidingsprogramma's moeten voldoen;

e) de voorwaarden voor de organisatie van de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens;

f) de voorwaarden waaronder de leerlingen en de kandidaten voor de opleiding tot ondernemingshoofd de vrije keuze van een in artikel 16 bedoeld centrum genieten;

2° na te gaan of er coherentie bestaat tussen de programma's voor de leertijd en die voor de opleiding tot ondernemingshoofd die overgelegd worden door elke entiteit bedoeld in artikel 16, alsook tussen de desbetreffende toepassingsmodaliteiten;

3° de doorlopende opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen te vertegenwoordigen binnen het consortium voor het valideren van de vaardigheden, ingesteld krachtens het samenwerkingsakkoord betreffende het valideren van de vaardigheden op het gebied van de doorlopende beroepsopleiding, dat op 23 oktober 2002 gesloten werd tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

4° de doorlopende opleiding te vertegenwoordigen binnen elke commissie ingesteld door de Franse Gemeenschap om de overbruggingsmogelijkheden tussen het Secundair Onderwijs en de doorlopende opleiding te onderzoeken;

5° de werken van de Commissie voor de homologatie van de getuigschriften en diploma's m.b.t. de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen voor te bereiden;

6° de Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering op verzoek advies te geven i.v.m. de in dit artikel bedoelde opdrachten.'

Art. 22. Er wordt een artikel 20bis ingevoegd, luidend als volgt :

'Art. 20bis. De in artikel 15bis bedoelde entiteit heeft de volgende opdrachten :

1° samen met de centra de in hoofdstuk I bedoelde opdrachten organiseren en bevorderen;

2° de door de centra georganiseerde leercursussen en de cursussen betreffende de opleiding tot ondernemingshoofd erkennen, coördineren en subsidiëren, alsook zorgen voor het pedagogische toezicht daarop;

3° de door het centrum georganiseerde doorlopende opleidingsactiviteiten erkennen, coördineren en subsidiëren;

4° in samenwerking met de centra de pedagogische vervolmaking organiseren;

5° de partijen advies geven en aanwezig zijn bij het sluiten van het leercontract of van de stageovereenkomst;

6° de leercontracten erkennen en de erkenning opschorten of intrekken;

7° toezicht houden op het verloop van de leertijd of van de stage op de werkvloer;

8° op voorstel van de beroepscommissies de programma's betreffende de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd opstellen;

9° de organisatie van de doorlopende opleiding en van de examens coördineren in het kader van de leertijd, van de opleiding tot ondernemingshoofd en van de doorlopende opleiding;

10° de beroepsaanvragen betreffende de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd behandelen;

11° de doorlopende opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vertegenwoordigen binnen het consortium voor het valideren van de vaardigheden, ingesteld krachtens het samenwerkingsakkoord betreffende het valideren van de vaardigheden op het gebied van de doorlopende beroepsopleiding, dat op 23 oktober 2002 gesloten werd tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

12° de doorlopende opleiding vertegenwoordigen binnen verschillende advies- of erkenningsorganen inzake opleiding;

13° het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de Waalse Regering op verzoek advies geven m.b.t. de in dit artikel bedoelde opdrachten.

Onverminderd de in artikel 20 bedoelde opdrachten die aan het Instituut toevertrouwd worden, kunnen andere opdrachten toegewezen worden door het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft, aan de in artikel 15bis bedoelde entiteit, na advies van deze laatste en volgens de modaliteiten respectievelijk vastgelegd door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie of door de Waalse Gewestraad.'

Art. 23. Artikel 21 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 21. Voor de vervulling van hun respectieve opdrachten mogen het Instituut en de in artikel 15bis bedoelde entiteit onder elkaar of met de andere operatoren van het onderwijs, de opleiding of de inschakeling, akkoordprotocollen sluiten of, in voorkomend geval, partnerschaps- en samenwerkingsakkoorden.'

Art. 24. Artikel 22 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 22. De centra worden belast met :

1° het beheer en de bevordering, met de medewerking van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit waaronder ze ressorteren, van de leertijd, de opleiding tot ondernemingshoofd en de doorlopende opleiding;

2° de organisatie van de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens i.v.m. de leertijd, de opleiding tot ondernemingshoofd en de doorlopende opleiding;

3° de pedagogische begeleiding van de voor de leergangen ingeschreven leerlingen;

4° het uitwerken van de programma's van de doorlopende opleiding en de organisatie van de activiteiten die ermee gepaard gaan;

5° het uitreiken van de attesten, getuigschriften en diploma's waarvan sprake in de artikelen 4, 7 en 12. Andere opdrachten kunnen aan de centra toevertrouwd worden door het College van Gemeenschapscommissie of door de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft, na advies van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit die onder zijn (haar) gezag ressorteert.'

Art. 25. Artikel 23 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 23. In het kader van hun opdrachten nemen de centra, onder de coördinatie van de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit waaronder ze ressorteren, elk initiatief met het oog op de ontwikkeling of de verbetering van de doorlopende opleiding.'

Art. 26. Artikel 24 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 24. De in artikel 15*bis* bedoelde entiteiten alsook de centra kunnen gezamenlijk met de beroeps- en interprofessionele verbonden doorlopende opleidingsactiviteiten voeren.'

Art. 27. Artikel 27 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 25. De opdracht van de beroepscommissies bestaat er o.a. in de in artikel 15*bis* bedoelde entiteit waaronder ze ressorteren advies te geven of voorstellen te doen over :

1° de inhoud van de programma's voor de leertijd en voor de opleiding tot ondernemingshoofd;

2° het tot stand brengen van pedagogische middelen betreffende de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd;

3° de evaluatie- en examennormen die toepasselijk zijn bij de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd;

4° elk initiatief te nemen inzake de doorlopende opleiding.'

Art. 28. Artikel 26 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 29. Artikel 27 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel 28 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 28. Het Instituut wordt bestuurd door een Raad van bestuur bestaande uit :

1° een voorzitter en een ondervoorzitter;

2° acht leden ter vertegenwoordiging van beroepsverenigingen die voldoen aan de eisen gesteld bij of krachtens de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand;

3° acht leden ter vertegenwoordiging van de verschillende interprofessionele organisaties die voldoen aan de eisen gesteld bij of krachtens de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand;

4° vier leden die de centra met raadgevende stem vertegenwoordigen.

Hoogstens twee derde van de leden van de Raad van bestuur mag van hetzelfde geslacht zijn.

Die leden mogen niet tot het personeel van de centra behoren.'

Art. 31. Artikel 29 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 32. Artikel 30 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 30. § 1. De voorzitter van de Raad van bestuur wordt benoemd door de Waalse Regering op eenparig voorstel van de leden van de Raad van bestuur. Bij gebrek aan eenparigheid benoemt de Waalse Regering de voorzitter op eigen initiatief.

De ondervoorzitter van de Raad van bestuur wordt benoemd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie op eenparig voorstel van de leden van de Raad van bestuur. Bij gebrek aan eenparigheid benoemt het College van de Franse Gemeenschapscommissie de ondervoorzitter op eigen initiatief.

§ 2. De Waalse Regering benoemt :

1° zes van de in artikel 28, 2°, bedoelde leden van de Raad van bestuur op een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door elk beroepsverband;

2° zes van de in artikel 28, 3°, bedoelde leden van de Raad van bestuur op een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door elk interprofessioneel verbond;

3° drie van de in artikel 28, 4°, bedoelde leden van de Raad van bestuur op een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door elk centrum gelegen in het Franse taalgebied.

§ 3. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie benoemt :

1° twee van de in artikel 28, 2°, bedoelde leden van de Raad van bestuur op een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door elk beroepsverband;

2° twee van de in artikel 28, 3°, bedoelde leden van de Raad van bestuur op een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door elk interprofessioneel verbond;

3° één van de in artikel 28, 4°, bedoelde leden van de Raad van bestuur op een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door elk centrum gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.'

Art. 33. Artikel 31 van het samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 31. De voorzitter, ondervoorzitter en leden worden benoemd voor vier jaar. Elk lid dat niet langer de hoedanigheid heeft op grond waarvan het aangewezen werd, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Aan het einde van hun mandaat, blijven de voorzitter, de ondervoorzitter en de andere leden hun functie volledig vervullen zolang niet in hun vervanging is voorzien. Elk lid dat niet langer deel uitmaakt van de raad van bestuur, wordt vervangen binnen drie maanden. In dat geval voleindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

Binnen een termijn van drie maanden na het ontslag of voor het verstrijken van het mandaat van de in artikel 28, 2° tot 4°, bedoelde leden, verzoeken het College van de Franse Gemeenschapscommissie, enerzijds, en de Waalse Regering, anderzijds, de beroepsverbonden, de interprofessionele verbonden en de centra om hun kandidaten voor te dragen, telkens op een dubbele lijst.'

Art. 34. Artikel 32 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 32. De Raad van bestuur is bevoegd om :

1° alle strategische en principiële beslissingen te nemen die betrekking hebben op de opdrachten van het Instituut;

2° het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap advies te geven over het beleid inzake doorlopende opleiding; in die hoedanigheid kan hij o.a. voorstellen doen i.v.m. wijzigingen in decreten of besluiten die het Instituut moet uitvoeren;

3° andere beslissingen te nemen dan die betreffende het dagelijks beheer, m.a.w. beslissingen die betrekking hebben op de aan het Instituut toevertrouwde opdrachten, alsook die betreffende één punt dat bij hem aanhangig wordt gemaakt door de in artikel 38 bedoelde leidend ambtenaar;

4° een begrotingsontwerp over te leggen aan de Regering van de Franse Gemeenschap, aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie en aan de Waalse Regering.

Hij beschikt over alle nodige bevoegdheden voor de uitoefening van voornoemde opdrachten.

De in artikel 38 bedoelde leidend ambtenaar bezorgt de Raad van bestuur om de drie maanden een verslag over de uitvoering van de beslissingen van de Raad.'

Art. 35. Artikel 33 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 33. De Raad van bestuur brengt advies uit op verzoek van de Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de Waalse Regering binnen dertig kalenderdagen na verzending van het verzoek. Bij gebreke hiervan wordt het advies geacht gegeven te zijn.

Als het Instituut krachtens de artikelen 5 en 8 om advies verzocht wordt en als het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering niet kunnen instemmen met dat advies, geven ze de Raad van bestuur kennis van de motieven waarop ze hun beslissing gronden.'

Art. 36. Artikel 34 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 34. De Raad van bestuur stelt zijn huishoudelijk reglement op onder de gezamenlijke goedkeuring van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering. Het reglement voorziet met name in : 1° de regels i.v.m. de bijeenroeping van de raad; 2° de regels i.v.m. het voorzitterschap van de raad bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter; 3° de bepaling van de handelingen van dagelijks beheer; 4° de modaliteiten voor het verlenen van de adviezen bedoeld in artikel 33 of 33bis; 5° de modaliteiten voor de aanwijzing van de persoon die het secretariaat van de Raad van bestuur waarneemt.'

Art. 37. Artikel 35 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 38. In artikel 36 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de woorden 'van de vergoedingen en' geschrapt.

Art. 39. Artikel 37 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 37. De Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering wijzen, ieder wat haar (hem) betreft, een commissaris aan om de bij de wet van 16 maart 1954 vastgelegde bevoegdheden uit te oefenen.

De leidend ambtenaar van elke in artikel 15bis bedoelde entiteit woont de Raad van bestuur van het Instituut met raadgevende stem bij.'

Art. 40. Artikel 38 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 38. De Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering benoemen in onderlinge overeenstemming de leidend ambtenaar op de gezamenlijke voordracht van Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de Waalse Regering die bevoegd zijn voor de doorlopende opleiding.

De Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering wijzen ieder één van de drie personeelsleden van de hoogste rang aan.'

Art. 41. In artikel 39 van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden 'De administrateur-generaal' vervangen door de woorden 'De leidend ambtenaar';

b) in het derde lid worden de woorden 'bedoeld in artikel 41' ingevoegd tussen de het woord 'personeel' en het woord 'en zigt';

c) in het vijfde lid worden de woorden 'de administrateur-generaal' vervangen door de woorden 'de leidend ambtenaar'.

Art. 42. Artikel 40 van het samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 40. Als de leidend ambtenaar verhinderd is, wordt het in artikel 41 bedoelde personeelslid van niveau 1, met de hoogste graad en met de grootste anciënniteit in de functie, aangewezen om zijn ambt waar te nemen.'

Art. 43. Artikel 41 van het samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 41. De Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering detacheren personeelsleden die ressorteren onder hun diensten alsook diensten of instellingen die ressorteren onder hun gezag, overeenkomstig de bepalingen die hun statuut regelen.

De Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering bepalen gezamenlijk het organigram van het Instituut.'

Art. 44. Artikel 41*bis* van het samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 41*bis*. De Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering erkennen dat de pensioenregeling van de statutaire personeelsleden geregeld wordt door de overeenkomst voor het beheer van het pensioenfonds van het personeel van het Instituut, ondertekend op 25 maart 1992 door het Instituut en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Die pensioenregeling treedt in werking op 1 januari 1992.'

Art. 45. § 1. Artikel 42 van het samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt :

'Art. 42. Voor de uitoefening van de in artikel 20 bedoelde opdrachten, komt het Instituut op voorstel van de Raad van bestuur in aanmerking voor een begroting die bestaat uit werkingsschenkingen vastgelegd door de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest.

De verdeelsleutel voor de schenkingen van de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest wordt respectievelijk vastgelegd als volgt : 25 % , 15 % en 60 % .

§ 2. Bij de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord zorgen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest ervoor dat het Instituut beschikt over het meubilair dat noodzakelijk is voor zijn werking.'

Art. 46. De artikelen 42*bis* en 42*ter* van het samenwerkingsakkoord worden opgeheven.

Art. 47. Artikel 43 van het samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 48. In artikel 44 van voornoemd samenwerkingsakkoord wordt het woord 'toelagen' vervangen door het woord 'schenkingen' en worden de woorden 'de Franse Gemeenschap' ingevoegd tussen 'de begroting van' en 'de Franse Gemeenschapscommissie'.

Art. 49. De artikelen 45 tot 49 van voornoemd samenwerkingsakkoord worden opgeheven.

Art. 50. Artikel 50 van het samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 51. Er wordt een artikel 52 ingevoegd, luidend als volgt :

'Art. 52. § 1. De lichamelijke of onlichamelijke roerende goederen i.v.m. het ambt van elk overeenkomstig artikel 53 overgeplaatst personeelslid, worden overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie of het Waalse Gewest, al naar gelang het geval.

De archieven van het Instituut worden verdeeld onder het Instituut, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest en, in voorkomend geval, naar deze laatste twee overgeheveld, overeenkomstig een lijst opgesteld in een akkoordprotocol tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

De toegang tot de door het Instituut bewaarde archieven is vrij en kosteloos voor de in artikel 15*bis* bedoelde entiteiten.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 42, § 2, worden de roerende goederen die niet vermeld worden in de vorige leden, verdeeld onder het Instituut, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest en, in voorkomend geval, naar deze laatste twee overgeheveld, overeenkomstig de lijst opgesteld in een akkoordprotocol tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

De roerende goederen worden overgeheveld in de staat waarin ze zich bevinden, samen met de desbetreffende rechten en verplichtingen.

Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 1 en 3, § 3, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, worden alle intellectuele of industriële eigendomsrechten betreffende werken, scheppingen of door het Instituut ingevoerde opleidingsprogramma's overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest, overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd in een akkoordprotocol tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering.

§ 2. De onroerende goederen, waarvan de inventaris vermeld staat in bijlage I bij dit samenwerkingsakkoord, worden, samen met de desbetreffende rechten en verplichtingen, ambtsweg naar het Waalse Gewest overgeheveld in de staat waarin ze zich bevinden.

§ 3. De rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de contracten en verbintenissen aangaande door het Instituut worden verdeeld onder het Instituut, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest en, in voorkomend geval, naar deze laatste twee overgeheveld, overeenkomstig de verdeling vermeld in bijlage II bij dit samenwerkingsakkoord.

§ 4. De Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest volgen het Instituut op wat betreft het geheel van de verplichtingen aangaande het personeel of de overgeheveldde goederen, alsook wat betreft de geschillen waarbij het Instituut partij is en die betrekking hebben op de in artikel 20*bis* bedoelde opdrachten.'

Art. 52. Er wordt een artikel 53 ingevoegd, luidend als volgt :

'Art. 53. § 1. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering wijzen, ieder wat hem (haar) betreft, de personeelsleden van het Instituut aan die

naar de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest overgeplaatst worden, hetzij als statutair personeel, hetzij als contractueel personeel.

De overgeplaatste personeelsleden behouden hun graad of een gelijkaardige graad en hun hoedanigheid, alsook de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of die ze zouden hebben gehad indien ze de functie waarvan ze houder waren op het ogenblik van hun overplaatsing, hadden blijven uitoefenen binnen het Instituut.

§ 2. De personeelsleden die een betrekking bekleden binnen de diensten van het Instituut, zoals bedoeld in bijlage III bij dit samenwerkingsakkoord, worden van ambtswege overgeplaatst naar de Franse Gemeenschapscommissie of het Waalse Gewest.

§ 3. De personeelsleden die niet bedoeld worden in paragraaf 2 van dit artikel en waarvan de lijst vermeld wordt in bijlage IV bij dit samenwerkingsakkoord, worden overeenkomstig de hierna bepaalde modaliteiten hetzij naar de Franse Gemeenschapscommissie hetzij naar het Waalse Gewest overgeplaatst.

De in het vorige lid bedoelde personeelsleden worden bij overeenkomstig dit samenwerkingsakkoord genomen dienstorder in kennis gesteld van de lijst van de door de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest in te vullen betrekkingen. Ze delen hun voorkeur tussen beide instellingen schriftelijk mee binnen twintig kalenderdagen.

Ze richten hun aanvraag rechtstreeks aan de voorzitter van de Raad van bestuur van het Instituut, die ontvangst daarvan bericht. Hij richt de aanvraag aan de toezichthoudende Ministers binnen vijf kalenderdagen.

De personeelsleden met de vereiste bekwaamheid worden voor elke in te vullen betrekking per graad ingedeeld en in de volgende volgorde overgeplaatst :

1° het lid van de betrokken dienst dat, in voorkomend geval, in de dienstorder vermeld staat;

2° binnen dezelfde betrokken dienst of, bij gebrek aan kandidaat van genoemde dienst, het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

3° met gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

4° met gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

De nog in te vullen betrekkingen worden ingevuld bij overplaatsing van ambtswege, in de omgekeerde volgorde van degene bedoeld in het vorige lid, van de personeelsleden die geen voldoening hebben gekregen bij de eerste overplaatsing.

§ 4. Als een personeelslid een hogere functie uitoefent binnen het Instituut, wordt voor zijn overplaatsing alleen rekening gehouden met zijn graad. Als hij vanaf de datum van zijn overplaatsing en zonder onderbreking dezelfde hogere functie uitoefent als binnen het Instituut, wordt hij geacht de uitoefening van de vroegere functie voort te zetten.'

Art. 53. De onafhankelijke leersecretarissen die nog in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, behouden hun huidige statuut tot 31 juli 2007, met inachtneming van de voorwaarden gesteld door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de Waalse Regering, ieder wat hem (haar) betreft.

Art. 54. Het decreet van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 15, eerste en tweede lid, en 50.

Namen, 4 juni 2003.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
H. HASQUIN

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter, bevoegd voor Onderwijs, Beroepsomscholing en -Bijscholing, Leerlingenvervoer,
de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook voor Internationale Betrekkingen,
E. TOMAS

De Minister van Beroepsopleiding en Permanente Vorming van de Middenstand en van het Gehandicaptenbeleid,
W. DRAPS

Bijlage 1: Naar het Waalse Gewest over te dragen onroerende goederen

De onderstaande onroerende goederen worden van ambtswege overgedragen naar het Waalse Gewest in de staat waarin ze zich bevinden, samen met de desbetreffende rechten en verplichtingen. Onder desbetreffende rechten en verplichtingen verstaat men ook elke verbintenis verbonden met het gebruik, de financiering, het onderhoud van die goederen alsook werken uitgevoerd daarop, zoals overeenkomsten aangaan met architecten of studiebureaus, opdrachten voor aanneming van werken gesloten met ondernemingen, leningen, onderhouds- of dienstcontracten alsook contracten voor voorzieningen, met name van water, gas, elektriciteit, telefoon en andere communicatiemiddelen.

GOED	Eigendomstitel	Kadastrale beschrijving volgens eigendomstitel	Staat van het goed op 01/09/2003
s GRAVENBRAKEL (gebouw, aanhorigheden en directe omgeving)	AANKOOP aan Belgacom bij akte van Meesters JENTGES en BERQUIN van 26/03/01	Stad 's Gravenbrakel : een administratief gebouw met kantoren, werkplaats en bijgebouw met garages, gelegen "chemin du Pont 10 A, (vroeger) gekadastraerd 2de afd., sectie C, nr 30 F met een inhoud van 50 are 50 centiare.	gebruikt
AARLEN (gebouw en directe omgeving voormalige winkel Spar)	AANKOOP aan Laurus n.v. bij van Meesters JENTGES en CELIS, op 16/04/02	Stad AARLEN, sectie Aarlen: een bouwterrein gelegen "rue de la Meuse", (vroeger) gekadastraerd 1ste afd. Sectie A onder nr 1840 M 14 voor 19 a 39 ca; een bouwterrein gelegen "avenue Patton", (vroeger) gekadastraerd 1ste afd., Sectie A onder nr 1841 R 2 voor 11 a 69 ca; een bouwterrein, (vroeger) gekadastraerd 1ste afd., sectie A, gedeelte van nr 1840 A 19 voor 19 a 66 ca; met inbegrip van alle bouwen die daar opgericht zijn	gebruikt
HUY - VILLERS LE BOUILLET (terrein)	AANKOOP aan de SPI+ via CAI van Luik, op 22/05/02	Gemeente VILLERS-LE-BOUILLET - 1ste afd., vroeger Villers-le-Bouillet - M.C. 2516 : perceel (vroeger) gekadastraerd sectie A nr 297 p en gedeelte van de nrs 298c, 298/2, 294g, 294e en 297 l, (vroeger gekadastraerd gedeelte van de nrs 297c, 297b, 298a, 235b, 294c, 294b en weg nr 4), met een inhoud van 20.000 m ²	in uitvoering zijnd gebouw
DINANT-Dienst IFPME (gebouw rue Fétis, 63)	AANKOOP aan de stad Dinant via CAI van Namen, op 09/07/02	DINANT - 4de afdeling - BOUVIGNES : een kantoorgebouw gelegen "rue Fétis, nr 63", (vroeger gekadastraerd) sectie A, nr 17Y, met een totale inhoud van 20.000 m ² .	gebruikt
LA LOUVIERE (terrein "rue des Boulonneries")	AFSTAND door het "Centre Infop" via Meester JENTGES, op 23/12/02	Stad LA LOUVIERE - 2de afd. : een perceel terrein met opslagplaats gelegen "rue des Boulonneries, nr 1", gekadastraerd volgens titel sectie D nrs 88 B 11 gedeelte en 88 D 11 gedeelte met een gemeten inhoud van 57 a 20 ca en gedastreerd volgens recent uittreksel van de kadastrale legger sectie D nr 88 G 11 met dezelfde inhoud.	in uitvoering zijnd gebouw
DINANT (gedeelte perceel CFPME + medeïgendom)	AFSTAND door het "Centre Cfpme" via Meester MATTOT van een gedeelte van het perceel, op 10/02/03	Gemeente DINANT - 4de afdeling - BOUVIGNES : het perceel gekadastraerd "rue Fétis", sectie A, nr 20X/gedeelte met een gemeten inhoud van 17 a 25 ca.	in uitvoering zijnd gebouw
LUIK ST Nicolas (terreingedeelte voor CdC Auto)	AFSTAND door "Formation Pme Liège" via Meesters JENTGES en DELIEGE, op 25/04/03	Stad LUIK - 15de afd. : een perceel uit een geheel dat bestaat uit administratieve gebouwen, schuur en werkplaatsen gelegen "rue Saint-Nicolas, 68, 70 en 74", gekadastraerd sectie C nr 14 X volgens een recent uittreksel van de kadastrale legger met een inhoud van 1 ha 97 a 43 ca en nrs 405 S, 405 R, 412 Y, 414 T en 414 V met een inhoud van 1 ha 79 a 92 ca volgens titel, om een gemeten oppervlakte te krijgen van 1 ha 24 a 11 ca zoals vermeld met een rode band als "Lot 2" in het plan gevoegd bij de afstandsakte.	in uitvoering zijnd gebouw
NAMEN "Villa Lemaître"	AANKOOP aan "Format pme Namur" bij akte van Meester JENTGES, in juni 2003	Stad NAMEN - 2de afdeling : een villa met dichtbij terrein, gelegen "rue Henri Lemaître, 69", (vroeger) gekadastraerd sectie G, gedeelte nr 218 l 5 met een oppervlakte van 3 a 50 ca	bewoond, aan de gang zijnde onderhouds- en inrichtingswerk en

Bijlage 2

Rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de door het IFPME aangegane contracten en verbintenissen.

2.1. Verhuurde onroerende goederen

De rechten en verplichtingen van het Instituut betreffende de verhuurde onroerende goederen worden overgedragen of gehandhaafd overeenkomstig onderstaande verdeling, met inbegrip van huurcontracten en elke andere verbintenis verbonden met het gebruik of onderhoud daarvan, met name verzekerings-, ondernemings- of dienstcontracten alsook leveringscontracten, met name voor water, gas, elektriciteit, telefoon en andere communicatiemiddelen :

2.1.1. Het Instituut bewaart de rechten en verplichtingen betreffende het volgende onroerende goed :

Kunstlaan 39, te 1040 Brussel.

2.1.2. Overdracht naar de Franse Gemeenschapscommissie van de terbeschikkingstelling van het volgende gebouw :

- kantoren van de Territoriale Directie Brussel, Stallestraat 292B, te 1180 Brussel.

2.1.3. Overdracht naar het Waalse Gewest van de rechten en verplichtingen betreffende de volgende onroerende goederen :

- 'Coordination wallonne' - boulevard Audent 14/5 en 14/4, te 6000 Charleroi
- Territoriale Directie Henegouwen - boulevard Audent 31/1, te 6000 Charleroi
- Dienst Charleroi - rue Léopold 19, te 6000 Charleroi
- Dienst Bergen - chaussée de Binche 101D, blok 3, te 7000 Bergen
- Dienst Doornik - rue E. Delwart 12, 7500 Doornik
- Territoriale Directie Namen - avenue Golenvaux 25, te 5000 Namen
- Dienst Waals Brabant - rue de la Station 17, te 1300 Limal
- Dienst Waals Brabant - rue de Mons 125, te 1480 Tubeke
- Dienst Namen - rue Henri Lemaître 69, te 5000 Namen
- Dienst Libramont - rue de la Scierie 15, te 6800 Libramont
- Dienstwaarneming Vielsalm bij het 'Institut Luxembourgeois de Promotion sociale'
- Territoriale Directie Luik en Dienst Luik - rue Château Massart 11, te 4000 Luik
- Dienst Verviers - rue de la Cité 2, te 4800 Verviers
- Dienst Hoei - avenue des Ardennes 7/21, te 4500 Hoei

Alsook alle andere overeenkomst(en) aangegaan met organen of instellingen met het oog op de punctuele terbeschikkingstelling van lokalen bestemd voor de dienstwaarnemingen van de toezichhoudende Afgevaardigden.

2.2. Rechten en verplichtingen betreffende de ontwikkeling van software

2.2.1. De rechten en verplichtingen die voortvloeien uit het gebruik van specifieke software voor de uitoefening van de eigen activiteit moeten worden overgedragen naar de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld in een akkoordprotocol tussen de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest :

- GAP Paie (betaalt opleiders).

2.2.2. De rechten en verplichtingen die voortvloeien uit het gebruik van specifieke software voor de uitoefening van de eigen activiteit moeten worden overgedragen naar het Waalse Gewest :

- ShéHérazade - Arno - Félix
- Bob Software - boekhouding

2.3. Overdracht van internationale overeenkomsten en partnerschappen buiten de Europese Gemeenschap

De rechten en verplichtingen die voortvloeien uit contracten en verbintenissen met internationale partners buiten de Europese Gemeenschap, worden overgedragen :

1) Naar de Franse Gemeenschapscommissie :

Land	Internationale projecten buiten de Europese Gemeenschap
Benin	Beroepsopleiding Hotelbedrijf - Toerisme in partnerschap met het 'Institut Arthur Haulot'
Tunesië	Opleiding - Vervolmaking Toeristische Gids Zakentoeerisme
Marokko	Opleiding - Vervolmaking Toeristische Gids

2) Naar het Waalse Gewest

Land	Internationale projecten buiten Europese Gemeenschap	Contracterende partij
LMOE-Zone		
Roemenië	" Ontwikkeling van K.M.O.'s : fase II " 2003-2004	DRI RW
Bulgarije	" Ontwikkeling van K.M.O.'s " 2003-2004 2004-2005	DRI RW
Polen	" Ontwikkeling van K.M.O.'s : Bedrijfsoprichting en doorlopende opleidingen inzake informatie- en communicatietechnologieën "	DRI RW
	" Beroepsopleiding van leerkrachten en arbeiders in K.M.O.'s " 2002-2004	DRI RW
Tsjechische Republiek	" Industriële omschakeling en ontwikkeling van K.M.O.'s " 2003-2005	DRI RW
Slovakije	" Beroepsopleiding : pedagogische methoden en doorlopende opleiding " 2002-2003	DRI RW
NOS-Zone		
Rusland	" Opleiding van K.M.O.-leiders inzake werktechnieken in het Westen " 2003-2005	DRI RW
Noord-Amerikaanse Zone		
Quebec	" Validering van bekwaamheden "	DRI
	"Pedagogische innovatie waarin de begrippen van alternantie en modularisatie worden geïntegreerd " 2003-2005	DRI RW
	" Entrepreneurschap- Studies " 2003-2005	DRI RW
Caraïbische Zone		
Haïti	" Beheer van het voertuig 4 x 4 Hyundai Galloper II "	DRI
	" Plaatselijke economische ontwikkeling en sociaal-economische integratie van jongeren "	DRI - APEFE RW
Zone Noord-Afrika en Midden-Oosten		
Tunesië	" Toerisme (CGT ?) "	Te voorbereiden DRI - RW COCOF
Marokko	" Scholing : fase II " 2003-2005	DRI RW
	MEDA " Scholing - Ambacht "	-Europees programma MEDA - Afdeling Beroepsopleiding
Zone Zuid-Afrika - Sahara		
R Congo	" Opleiding inzake entrepreneurschap " 2002- ?	DRI - RW APEFE
	" Steun aan K.M.O.'s Kinshasa "	Te voorbereiden DRI - RW APEFE
Senegal	" Steun aan de ontwikkeling van de privé sector in Senegal. Opleiding inzake entrepreneurschap " 2003-2005	DRI RW
	" Steun aan de ontwikkeling van de privé sector in Senegal. Technische opleidingen - Entrepreneurschap - Kédougou " 2003 - 2005	APEFE - DRI RW
	Ontwikkeling van het ecotoerisme. 2003-2005	APEFE - DRI RW
	Beroepen in de toeristische sector : patrimonium, Beroepsopleiding. 2003-2005	DRI RW
Zone Azië		
Vietnam	" Beheer van K.M.O.'s in een markteconomie " 1999-2003 2004-2006	DRI - RW Afvaardiging W-B
	" Ontwikkeling van gastkamers en vakantiehuizen " 2001-2003 2004-2006	DRI - RW Nationale Administratie Toerisme Afvaardiging W-B

2.4. Overdracht van overeenkomsten en partnerschappen Europa

1) Naar de Franse Gemeenschapscommissie :

Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
IFPME CCBC FFC	30/04/2002	Bâtiform : Sectorale kaderovereenkomst in het Brusselse gewest voor de vervolmaking van arbeiders in de bouwsector
'ESPACE P.M.E. FORMATION'	01/01/2003	Bâtiform : Modaliteiten voor de organisatie en de financiering tussen het Instituut en 'ESPACE FORMATION P.M.E.' voor de vervolmaking van arbeiders in de bouwsector op zaterdag

Alsook alle rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de contracten en verbintenissen aangegaan door het Instituut voor de uitvoering van de door de Europese Unie gefinancierde projecten en gesloten met erkende Brusselse vormingscentra.

2) Naar het Waalse Gewest

- Overgedragen worden : alle rechten en verplichtingen die voortvloeien uit alle contracten en verbintenissen aangegaan door het Instituut voor de uitvoering van de actie 'P.M.E. CREATION' en gesloten met operatoren of instellingen die werkzaam zijn op het Franse taalgebied, met inbegrip van vormingscentra.

- Overgedragen worden : alle rechten en verplichtingen die voortvloeien uit alle contracten en verbintenissen aangegaan door het Instituut voor de uitvoering van de door de Europese Unie gefinancierde projecten en gesloten met operatoren of instellingen die werkzaam zijn op het Franse taalgebied, met inbegrip van erkende vormingscentra.

- De volgende rechten en verbintenissen worden naar het Waalse Gewest overgedragen :

Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
FEBECCOOP Participatiefonds ECOSOC 'Agence Conseil Wallonie' 'Université de Mons-Hainaut' CAIPS	27/03/2002	Equal Qualicrea : Partnerschapsovereenkomst inzake ontwikkeling (PDD) - Nationaal niveau
'Agence de développement de l'Aisne' (FR), SPEGA (IT)	15/02/2002	Equal Qualicrea : Transnationaal samenwerkingsakkoord (ACT)
Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
ETIC (ESCOLA TECNICA de IMAGEMEM COMMUNICACAO-Portugal) Promotor Léo- nardo	14/12/2001	Leonardo Interactive TV : Partnerschapsovereenkomst
'A.S.B.L. La Source' te Bouillon	24/08/2002	Organisatie van een versnelde beheersopleiding voor een publiek aangeworven door de 'A.S.B.L. La Source' dat bovendien een herinschakelingstraject volgt
AFFA Yutz	15/10/2001	Gezamenlijke organisatie van een opleiding in het kader van het Europese College voor Technologie Terbeschikkingstelling van AFPA-personeel
Geheel van de Waalse centra van het netwerk	17/01/2003	Bâtiform : Modaliteiten voor de organisatie en de financiering tussen het Instituut en de centra van het netwerk voor opleidingsacties met het oog op de vervolmaking van arbeiders in de bouwsector op zaterdag.
CSTC CCW FOREm CIFIUL	01/01/2002	Maestro : Budgetaire verdeling tussen de actoren van de actie 'steun aan het beheer van zeer kleine ondernemingen' Organisatiemodaliteiten
CCW FOREm-Opleiding CRP ABPE FWEV CEFORA	01/12/2002	Organisatie van een sessie van 12 modules van 3 uur in het technisch bestek van de Waalse wegen (RW 99).

Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
CCW- projectdrager CSTC CIFFUL FOREm MET FFC	18/12/2002	Equal Insereco : (bouwsector : sectorale adviseurs) Partnerschapsovereenkomst op nationaal niveau. Organisatiemodaliteiten
CSTC -projectdrager CCW CIFFUL FOREm	01/01/2003	Doelstelling 3 Coduform : Europees project van analyse van de duurzame bouw
FOREm Sysfal Educam Awiph CCW EPS 'Bruxelles-formation'	15/05/2002	'Equal Observatoire de l'Alternance' : Partnerschapsovereenkomst op nationaal niveau
TERTIUM (I) ANFA (F) INSTEP (F) CINEL (P)	01/05/2002	'Equal Coupole' : Partnerschapsovereenkomst op transnationaal niveau
FOREm ULG : projectdrager Technifutur Technofutur 3	15/05/2002	'Equal Formation à distance' : Nationaal OP-overeenkomst
PEA-CRITT (F) SPI (P) FAFEA (F) Symbose (NL) Landbrukuniversitet (S)	01/09/2002	'Equal E-Food' : Partnerschapsovereenkomst op transnationaal niveau
ISFOR FIAT (I)	01/11/2002	'Equal FAD' : Partnerschapsovereenkomst op transnationaal niveau afstandsonderwijs ISOR Fiat
FOREm : projectdrager 'Bruxelles Formation' IFP AFOSOC CRF T'Interim (Trace)	15/05/2002	'EQUAL Etoile' : Nationaal OP-overeenkomst
FOREm Cefora	01/09/2002	'EQUAL Tutorat Mode d'emploi' : Nationaal OP-overeenkomst
Awiph FOREm T interim UVCW Kabinet van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken Kabinet van de Minister van Tewerkstelling en Vorming Kabinet van de Minister van Sociale Zaken MRW CESRW ManPower	01/09/2002	'EQUAL Saphrane' : Nationaal OP-overeenkomst
Ministerie van het Groot-Hertogdom Luxemburg : projectdrager	01/11/2001	'LEONARDO Ecole de la seconde chance' : Pedagogisch model - Partnerschapsovereenkomst
Vereniging 'Formation Professionnelle Bâtiment du Loiret'	01/11/2001	LEONARDO Redac : Partnerschapsovereenkomst
Ente Bilatérale Emilia Romagna	01/11/2001	LEONARDO Dream Job : Partnerschapsovereenkomst
IT-MEDIA (F)	01/11/2001	LEONARDO Dante : Partnerschapsovereenkomst
Delta Management	01/09/2002	'EQUAL observatoire de l'alternance' : Onderaanbestedingsovereenkomst Kwaliteitshandvest
FOREm : projectdrager	01/06/2002	EQUAL Firt : Nationaal OP-overeenkomst

Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
'Instep Formation' (F) Porteur FOCLAM Centre P.M.E. Charleroi	02/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Modaliteiten voor de organisatie tussen partners
Waals Gewest	01/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Toekenning van de subsidie van het Waalse Gewest aan het IFP.M.E.
Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
Waals Gewest. 'Instep Formation'	01/04/2002	INTERREG III Epicuriales : Toekenning van de EFRO-subsidie Modaliteiten voor het beheer van het project
Waals Gewest 'Instep Formation'	16/01/2003	Epicuriales III : EFRO. Toelagebesluit AB 413400 programma 13 sectie 11
FOREm 'Hte Ecole Roi Baudouin Isic' : PROMOTOR 'Hte Ecole Cté Française Isims'	01/07/2002	Objectif 1 Phasing out FORME : Modaliteiten voor de organisatie tussen partners. Oprichting van het Pilotcomité
Syntra West. Promotor IFP.M.E. FOCLAM 'Centre P.M.E.' Charleroi	01/01/2003	INTERREG III Télélanguages : Modaliteiten voor de organisatie tussen partners. Oprichting van het Pilotcomité
FOREm : 'Centre de compétences Hainaut logistique' IFP.M.E. Promotor 'Centre INFOP' 'Centre Montois'	01/01/2003	OBJECTIF 1 PHASING OUT Automobile concept : Modaliteiten voor de organisatie tussen partners. Oprichting van het Pilotcomité
FUNDP	01/01/2003	Equal FAD : Onderzoek actie om de beleiden en de opleidingsstrategieën van het IFP.M.E. te verduidelijken alsook de mogelijke plaats

2.5. Overdracht van gewestelijke en gemeenschapsovereenkomsten en -partnerschappen

De rechten en verplichtingen die voortvloeien uit contracten en verbintenissen met gewestelijke en gemeenschapspartners worden verdeeld als volgt :

1) Naar de Franse Gemeenschapscommissie :

Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
ORBEm	11/09/98	Medewerking met het oog op de bevordering van de opleiding en inschakeling in het arbeidsproces van werkzoekenden
Franse Gemeenschapscommissie	01/08/97	Uitvoering, in het INFAC, van een opleidingsproces met het oog op de begeleiding bij de bedrijfsoprichting
FFC/CCB-C	01/01/02	Samenwerkingsovereenkomst - Bouwsector
Het Franstalige Brusselse fonds voor de maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces	01/01/97	Integratie van gehandicapte personen (opleiding ondernemingshoofd)
C.H.S.	15/09/97	Jongeren met een gehoorhandicap in staat stellen leeropleidingen en opleidingen tot ondernemingshoofd te volgen

2) Naar het Waalse Gewest :

Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
APCE	18/12/00	Uitstippelen van samenwerkingslijnen tussen beide instellingen
FOREm, Onderwijs voor sociale promotie OISP-EFT AWIPH	15/01/98	Oprichting en ontwikkeling van de 'Carrefour Formation'
EDUCAM	27/06/01	Oprichting van een sectorale commissie voor automobiel
FOREm		Uitvoering van het project 'Formation à la gestion du système par l'apprentissage et à l'élaboration de référentiels' (Opleiding inzake het systeembeheer door scholing en inzake het ontwerpen van een referentiesysteem)
Het 'Participatiefonds'	10/06/01	Begeleiding van de begunstigden van de door het Fonds toegekende startleningen
'Centre de Mons' 'EFT Droit et Devoir'	Begin 2002 (geen datum)	Samenwerking met het oog op de bevordering van de maatschappelijke herintegratie en wederinschakeling in het arbeidsproces van werkzoekenden
Waals Gewest	14/05/02	Overeenkomst tussen Waals Gewest - IFP.M.E. (project 'Métiers de bouche')
Waals Gewest	06/11/02	Overeenkomst betreffende het 'Centre de compétence des métiers de la bouche'
Waals Gewest	06/03/03	Toelagebesluit AB 61.03.13 programma 13 sectie 11 " Métier de bouche "
Waals Gewest	14/05/02	Overeenkomst tussen Waals Gewest - IFP.M.E. (project 'Technologies de l'Automobile de Liège')
Waals Gewest	06/11/02	Overeenkomst betreffende het project 'Centre de compétence automobile'
FOREm Educam	13/12/02	Kaderovereenkomst opleiding en inschakeling in het arbeidsproces in de automobiele sector en in aanverwante sectoren
Waals Gewest	06/03/03	Toelagebesluit, " autotechnologie " AB 61.03.13 programma 13 sectie 11
FOREm Formation Educam 'Formation P.M.E. Liège Huy' Waremme CFTA	25/11/02	CCTA
Interfederatie	20/06/02	Partnerschap IFP.M.E. - INTERFEDERATIE Kaderovereenkomst
Waals Gewest INSTEP	01/04/02	Overeenkomst Samenwerking EFRO Uitvoering van het project 'epicurial 3'
CIFOP (Vrouwen Belgische ondernemers)	01/08/02	Partnerschapsovereenkomst Verdelen van processen die de ontwikkeling van de ondernemingsgeest beogen
Waals Gewest FOREm CCW FFC	22/03/2002	Vijfdelige overeenkomst inzake het bouwen in het Waalse Gewest
Waals Gewest	06/11/02	Overeenkomst betreffende het project 'Centre de formation aux métiers de la construction à Dinant'

Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
FOREm	01/10/02	Bijzondere overeenkomst betreffende de dekking van de kosten voor de selectie en voorbereiding van kandidaten voor de wedstrijd 'Mondial des Métiers 2003'
FOREm	28/08/02	Overeenkomst bijkomende acties voor de beroepsopleiding van volwassenen in het kader van de ontwikkeling van een bekwaamheidscentrum voor de beroepen in de Horecasector
FOREm Operator ECDL België Frankrijk	01/02/03 01/02/06	Overeenkomst : Geïnfomatiseerd Europees rijbewijs
FOREm UWE	14/04/03	Bevoegdheidscentrum 'Management - Handel'
Waals Gewest	01/01/03	Ontwerpen van documentaire clips over de beroepen
Waals Gewest	Ter ondertekening	Autoform
FOMELEC ANPEB	17/09/02	Sectorale commissie van de elektriciteitssector
Waals Gewest	26/02/03	Oprichting van een 'Centre de Formation professionnelle pour les métiers d'Art et l'Artisanat contemporain' in Péronnes les Binche'

2.6. Overdracht van overige overeenkomsten (Diensten)

Contracterende Partij of partner	Datum aanvang contract	Voorwerp van contract of overeenkomst
Mamatango	01/01/03	Ontwerpen van documentaire clips over de beroepen
'Centre de recherche P.M.E. et d'Entrepreneuriat '(Luik)	01/01/03	Uitvoering van een onderzoek over de inschakeling in het arbeidsproces
COMANCHE N.V. (N. Verhulst)	23/04/03 à 30/11/03	Software FOBA
MN FACTORY B.V.B.A. (J. Renard)	22/02/02	Software Basisopleiding en doorlopende opleiding
H. de Hanonville	10/09/01	Onderhoud voor de functionaliteit hardware en software
BEWEL V.Z.W.	10/12/02	Aanwijzing van een preventieadviseur overeenkomstig de wet van 11 juni 2002 betreffende de bescherming tegen geweld, pesten en ongewenst seksueel gedrag op het werk

Bijlage 3

Van ambtswege overgebrachte personeelsleden

3.1. Lijst van het personeel dat van ambtswege wordt overgebracht naar de Franse Gemeenschapscommissie

Territoriale Directie Brussel Stallestraat 292bis - 1180 UKKEL

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Statutair	DE DRIJVER Arlette
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Statutair	DE MARE Anne
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Statutair	HUYGHE Stéphan
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Statutair	LINOTTE Françoise
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Statutair	MULOT Françoise
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	ALLALI Hannah
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	BAUFAYT Emmanuel
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	COURTIOL David
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	DELHAISE Jean-François
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	DENYS Daniel
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	DESOMER Nancy
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	EMMANUELIDIS Raphaël
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	ERPICUM Bernadette
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	FONTAINE Pascale
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	FOURNIL Catherine
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	JACQUART Patricia
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	KEMPENAERS Nathalie
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	KHEMISSI Brahim
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	LECRIGNIER Stéphane
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	LEFEBVRE Valérie
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	LEONARD Véronique
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	LISEN Nadine
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	MARTIN Laurent
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	MORENO Carmen
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	NAVARRA Stefania
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	ROYER Philippe
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	SAHLI Nouredine
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel (geco)	STERCKX Colette
TERRITORIALE DIRECTIE BRUSSEL	Contractueel	VAN MAAREN Isabelle

3.2. Lijst van het personeel dat van ambtswege wordt overgebracht naar het Waalse Gewest

3.2.1. 'Coordination wallonne'

'Coordination wallonne'
Boulevard Audent 14/5 - 6000 CHARLEROI

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	BOUNAMEAUX Jacques
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	CACCIOLA Alsidia
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	DEFAWES Jean-Louis
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	DELIEGE Bernadette
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	LINDER Michèle
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	MONTEYNE Patrick
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	ROEKAERTS Jeanine
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	SPLINGAIRE Marielle
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	VAN STRATUM Jean-Pierre
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	WATTIEZ Claude
'COORDINATION WALLONNE'	Statutair	ZIMMER Françoise
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	ADAM Dominique
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	ALFIERI Myriam
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	ARENTS Nancy
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	BIDAULT Evelyne
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	BINDI Sonia
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	BRAINE Jean-Pierre
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	CARTON Anne Cécile
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	CRAPIZ Mauro
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	CUVELIER Daniel
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	CUVELIER Isabelle
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	DAUBY Yvan
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	DENEYS Vincent
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	DEVREUX Christine
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	DROPSY Daniel
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	DRUEZ Geneviève
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	FALESSE Mireille
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	FALQUE Wendy
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	FERRARA Michel
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	GOFFIN Marie-Luce
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	GUSTIN Micheline
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	HITTELET Charles
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	HONOREZ Maryse

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	LACOUR Sébastien
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	MARCHESINI Annick
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	MARQUET Pierre-Richard
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	MICHE Jennifer
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	MICHEL Aude
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	MILIS Isabelle
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	NOEL Marie-Anne
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	PLUVINAGE Nathalie
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	RADIAN Viorica
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	RENARD Daniel
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	RENAUX Sébastien
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	ROCHET Jean-Philippe
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	SNIJCKERS Geneviève
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	STEPHENNE Corinne
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	STRASSERA Agnès
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	VILLETTE Sandrine
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	WASTERLAIN Anne
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	WAUTHIER Anne
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	WINDERS Anne
'COORDINATION WALLONNE'	Contractueel	YERLES Pierre-Paul

3.2.2. Territoriale Directie Henegouwen

Territoriale Directie Henegouwen
Boulevard Audent 31, bus 26, (1^e verdieping) - 6000 CHARLEROI

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Statutair	BAUFFE Michel
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Statutair	DE JEAGHEER Monique
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Statutair	LEFEBVRE Catherine
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Statutair	NEDERGEDAELT Christian
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Contractueel	BAUGARD Michèle
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Contractueel	BERGERET Eric
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Contractueel	DENIL Frédéric
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Contractueel	MARCHAL Jean-François
TERRITORIALE DIRECTIE HENEGOUWEN	Contractueel	PAQUET Catherine

Dienst Charleroi

Dienst Charleroi
Rue Léopold 19 - 6000 CHARLEROI

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST CHARLEROI	Statutair	FONTAINE Frédéric
DIENST CHARLEROI	Statutair	LEJEUNE Claude
DIENST CHARLEROI	Statutair	MILAIRE Marie-Madeleine
DIENST CHARLEROI	Statutair	MONFORT Brigitte
DIENST CHARLEROI	Statutair	NICOLETTI Adriana
DIENST CHARLEROI	Statutair	PARMENTIER Isabelle
DIENST CHARLEROI	Contractueel	DACHELET Nancy
DIENST CHARLEROI	Contractueel	DE VRIESE Marc
DIENST CHARLEROI	Contractueel	ROUSSEAU Jérôme
DIENST CHARLEROI	Contractueel	THOMAS Sabrina
DIENST CHARLEROI	Contractueel	ZOVETTI Françoise

Dienst Bergen

Dienst Bergen
Chaussée de Binche 101D, Blok C, (3^e verdieping) - 7000 BERGEN

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST BERGEN	Statutair	BRIFFEUIL Nadine
DIENST BERGEN	Statutair	HACHEZ Dominique
DIENST BERGEN	Contractueel	DE COOMAN Laurent
DIENST BERGEN	Contractueel	DEBLANDER Joseph
DIENST BERGEN	Contractueel	DEWEER Jocelyn
DIENST BERGEN	Contractueel	HONORE Laetitia
DIENST BERGEN	Contractueel	LABBY Marianne
DIENST BERGEN	Contractueel	MALENGREAUX Anne-Marie
DIENST BERGEN	Contractueel	MARON Christine
DIENST BERGEN	Contractueel	TRIBOUT Laurence

Dienst Doornik

Dienst Doornik
Boulevard Delwart 12 - 7500 DOORNIK

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST DOORNIK	Statutair	DELLOYE Francine
DIENST DOORNIK	Statutair	DUQUESNE Claude
DIENST DOORNIK	Statutair	DUVEILLIER Adeline
DIENST DOORNIK	Contractueel	DE COCK Bruno
DIENST DOORNIK	Contractueel	DECANT Marie-Hélène
DIENST DOORNIK	Contractueel	DELCROIX Gabrielle
DIENST DOORNIK	Contractueel	LAENEN Sylvie
DIENST DOORNIK	Contractueel	TELLIER Catherine

3.2.3. Territoriale Directie Namen

Territoriale Directie Namen
Avenue Golenveaux 25, bus 8, (4^e verdieping) - 5000 NAMEN

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
TERRITORIALE DIRECTIE NAMEN	Statutair	VANDERHEYDE Alain
TERRITORIALE DIRECTIE NAMEN	Contractueel	BOHAIN Fabienne
TERRITORIALE DIRECTIE NAMEN	Contractueel	LONA Christine
TERRITORIALE DIRECTIE NAMEN	Contractueel	MARTIN Samuel
TERRITORIALE DIRECTIE NAMEN	Contractueel	POLIART Karin
TERRITORIALE DIRECTIE NAMEN	Contractueel	SECADES FERNANDEZ Maria-Thérèse

Dienst Waals Brabant

Dienst Waals Brabant
Rue de la Station 17 - 1300 LIMAL

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST WAALS BRABANT	Contractueel	DELAET Nadia
DIENST WAALS BRABANT	Contractueel	FERMIER Florence
DIENST WAALS BRABANT	Contractueel	GROLAUX Geneviève
DIENST WAALS BRABANT	Contractueel	HERBIGNAT Myriam
DIENST WAALS BRABANT	Contractueel	JACOB Yves
DIENST WAALS BRABANT	Contractueel	LEFEVERE Bénédicte
DIENST WAALS BRABANT	Contractueel	SCIAMANNA Stéphanie
DIENST WAALS BRABANT	Contractueel	VAN DER STRAETEN Guy

Dienst Namen

Dienst Namen
Rue Henri Lemaître 69 - 5000 NAMEN

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST NAMEN	Statutair	GILLARD Christine
DIENST NAMEN	Statutair	PIRAUX Nadine
DIENST NAMEN	Statutair	RENSON Gérald
DIENST NAMEN	Statutair	ROSSIGNON Marc
DIENST NAMEN	Contractueel	BODART Michel
DIENST NAMEN	Contractueel	BOOMS Bernadette
DIENST NAMEN	Contractueel	BROUET Joelle
DIENST NAMEN	Contractueel	MARLET Luc
DIENST NAMEN	Contractueel	VANDEBOS Dominique

Dienst Dinant

Dienst Dinant
Rue Fétis 63C, Site Remacle - 5500 BOUVIGNES (DINANT)

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST DINANT	Statutair	CREPIN Patricia
DIENST DINANT	Statutair	JACQUEMART Brigitte
DIENST DINANT	Statutair	WOOS Marie-Thérèse
DIENST DINANT	Statutair	DAMBLY Eddy
DIENST DINANT	Contractueel	GRUSELIN Pascale
DIENST DINANT	Contractueel	VANDREPOTTE Claudine
DIENST DINANT	Contractueel	WUIDART Stéphane

Dienst Luxemburg

Dienst Luxemburg
Rue de la Scierie 15 - 6800 LIBRAMONT
Avenue Général Patton 10 - 6700 AARLEN

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST LUXEMBURG	Statutair	ARNOULD Marie-Gabrielle
DIENST LUXEMBURG	Statutair	DEMEUSE Georges
DIENST LUXEMBURG	Statutair	HANS Nicole
DIENST LUXEMBURG	Contractueel	ADAM Samuel
DIENST LUXEMBURG	Contractueel	BARRE Nicolas
DIENST LUXEMBURG	Contractueel	GOMEZ Christine
DIENST LUXEMBURG	Contractueel	HENROZ Nadine
DIENST LUXEMBURG	Contractueel	JACOB Maïté
DIENST LUXEMBURG	Contractueel	LOUIS Corine
DIENST LUXEMBURG	Contractueel	PAYOT Christelle

3.2.4. Territoriale Directie Luik

Territoriale Directie Luik
Rue du Château Massart 11 - 4000 LUIK

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
TERRITORIALE DIRECTIE LUIK	Statutair	FRANSOLET Gilbert
TERRITORIALE DIRECTIE LUIK	Contractueel	BUSSAGLIA Vanessa
TERRITORIALE DIRECTIE LUIK	Contractueel	DELINCE Sabine
TERRITORIALE DIRECTIE LUIK	Contractueel	DUNON Josiane
TERRITORIALE DIRECTIE LUIK	Contractueel	KINON Martine
TERRITORIALE DIRECTIE LUIK	Contractueel	MATHYS Stéphanie
TERRITORIALE DIRECTIE LUIK	Contractueel	SAGLIMBENE Cetty
TERRITORIALE DIRECTIE LUIK	Contractueel	SIMAR Dominique

Dienst Verviers

Dienst Verviers
Rue de la Cité 2 - 4800 VERVIERS

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST VERVIERS	Statutair	CLOES Josiane
DIENST VERVIERS	Statutair	DHEUR Isabelle
DIENST VERVIERS	Statutair	MUYTJENS Alain
DIENST VERVIERS	Contractueel	BRIQUET Nathalie
DIENST VERVIERS	Contractueel	CLOSJANS Marie-Françoise
DIENST VERVIERS	Contractueel	ERMIS Elvéda
DIENST VERVIERS	Contractueel	GOTTARDI Maria-Anna
DIENST VERVIERS	Contractueel	HELMAN Nathalie
DIENST VERVIERS	Contractueel	JOST Mara
DIENST VERVIERS	Contractueel	LEHANCE Christine

Dienst Luik

Dienst Luik
Rue du Château Massart 11 - 4000 LUIK

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST LUIK	Statutair	BALTUS Josiane
DIENST LUIK	Statutair	DEZAEL Daniëlle
DIENST LUIK	Statutair	MATTIUZ Sylvie
DIENST LUIK	Statutair	SCHILTZ Pierre
DIENST LUIK	Statutair	THEYS Léontine
DIENST LUIK	Statutair	ZUPANCIC Marie
DIENST LUIK	Contractueel	ARDUS Ermilinda
DIENST LUIK	Contractueel	BERNARD Philippe
DIENST LUIK	Contractueel	DONCEL Dominique
DIENST LUIK	Contractueel	GILON Liliane
DIENST LUIK	Contractueel	MARLAIRE Marjorie
DIENST LUIK	Contractueel	PEREZ TESTA Genoveva
DIENST LUIK	Contractueel	RENETTE Pierre
DIENST LUIK	Contractueel	SCHMIDT Alain
DIENST LUIK	Contractueel	STASSEN Géraldine
DIENST LUIK	Contractueel	TAVOLIERI Valérie
DIENST LUIK	Contractueel	VAN STRATUM Frédéric

Dienst Hoei

Dienst Hoei
Avenue des Ardennes 7/2 - 4500 HOEI

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
DIENST HOEI	Statutair	DEROUA Ghislaine
DIENST HOEI	Contractueel	DE LA CRUZ GAUNA Maria Begona
DIENST HOEI	Contractueel	DETHIER Yves
DIENST HOEI	Contractueel	RENARD Stéphanie
DIENST HOEI	Contractueel	URBAIN Michel

Bijlage 4 : Lijst van het personeel van de Centrale Dienst
Centrale Dienst Kunstlaan 39 - 1040 BRUSSEL

Dienst	Statuut	Naam, voornaam
CENTRALE DIENST	Statutair	CANNEEL Corinne
CENTRALE DIENST	Statutair	CARA Guy
CENTRALE DIENST	Statutair	DESMET Danielle
CENTRALE DIENST	Statutair	DEVILLE Francine
CENTRALE DIENST	Statutair	FOURNIER Bernadette
CENTRALE DIENST	Statutair	FREIHOFF Chantal
CENTRALE DIENST	Statutair	GRUSELIN Claude
CENTRALE DIENST	Statutair	MARTIN Jean-Pierre
CENTRALE DIENST	Statutair	MAUROY Véronique
CENTRALE DIENST	Statutair	MEDTS Monique
CENTRALE DIENST	Statutair	THIBERT Marie-Claire
CENTRALE DIENST	Contractueel	BIERNY Philippe
CENTRALE DIENST	Contractueel	BODART Nadine
CENTRALE DIENST	Contractueel	BRIFFAUT Philippe
CENTRALE DIENST	Contractueel	CANNELLA Giuseppe
CENTRALE DIENST	Contractueel	CARMON Bernard
CENTRALE DIENST	Contractueel	CONSTANTINIDIS Maria
CENTRALE DIENST	Contractueel	DELLOGE Yannick
CENTRALE DIENST	Contractueel	DORIGNAUX Anny
CENTRALE DIENST	Contractueel	DUEZ Nathalie
CENTRALE DIENST	Contractueel	FOCANT Martine
CENTRALE DIENST	Contractueel	JAVELINE Virginie
CENTRALE DIENST	Contractueel	LAPIERRE Vinciane
CENTRALE DIENST	Contractueel	LEDOCQ Véronique
CENTRALE DIENST	Contractueel	NOTHOMB Dominique
CENTRALE DIENST	Contractueel	OTTE Pierre
CENTRALE DIENST	Contractueel	POLITI Stéphanie
CENTRALE DIENST	Contractueel	ROOSE Emmanuel
CENTRALE DIENST	Contractueel	SOMJA Martine
CENTRALE DIENST	Contractueel	SURKYN Ann
CENTRALE DIENST	Contractueel	THISE Annabel
CENTRALE DIENST	Contractueel	VANDERLINDEN Christophe
CENTRALE DIENST	Contractueel	WAGNAIR Véronique
CENTRALE DIENST	Contractueel	WIBAUT Valérie